

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/200510]

## 19 JANVIER 2017. — Décret relatif à la méthodologie tarifaire applicable aux gestionnaires de réseaux de distribution de gaz et d'électricité (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Titre 1<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Les définitions du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité et du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz sont applicables au présent décret.

Pour l'application du présent décret, l'on entend par :

1<sup>o</sup> activités régulées : les activités liées aux investissements et à la gestion des infrastructures des réseaux ainsi qu'aux obligations de service public déterminées par et en vertu des décrets visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, en ce compris le raccordement et l'accès au réseau de distribution pour le prélèvement et l'injection d'énergie, les services de comptage, et le cas échéant, les services auxiliaires;

2<sup>o</sup> revenu total : le montant correspondant aux produits relatifs uniquement aux activités régulées et budgété par le gestionnaire de réseau de distribution pour la période régulatoire concernée. Les éléments constitutifs de ce montant sont définis dans la méthodologie tarifaire et approuvés par la CWaPE. Les principales composantes tarifaires comprennent notamment les charges d'exploitation et financières nécessaires à la réalisation des missions du gestionnaire de réseau de distribution, les obligations de service public, les amortissements et désaffectations, la rémunération équitable des capitaux investis, les impôts, taxes et contribution de toute nature ainsi que les surcharges appliquées sur les tarifs des gestionnaires de réseaux de distribution;

3<sup>o</sup> tarif non-périodique : le tarif de raccordement au réseau d'application unique et qui vise les études d'orientation et de détails menées par le gestionnaire de réseau de distribution la réalisation et la modification de raccordements ainsi que le remplacement de compteurs et des prestations spécifiques ponctuelles;

4<sup>o</sup> tarif périodique : le tarif permettant de financer l'utilisation et la gestion du réseau. Ce tarif peut être facturé suivant divers paramètres définis par la méthodologie tarifaire.

## Titre 2. — Méthodologie tarifaire

**Art. 2. § 1<sup>er</sup>.** Les dispositions du présent décret sont applicables pour l'approbation des tarifs de distribution de gaz et d'électricité entrant en vigueur après le 31 décembre 2017.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les dispositions des articles 16, 17 et 21 sont applicables dès l'entrée en vigueur du présent décret.

§ 2. La CWaPE approuve respectivement les tarifs de distribution d'électricité et de gaz sur la base des budgets et propositions tarifaires émanant du gestionnaire de réseau de distribution. La proposition tarifaire du gestionnaire de réseau de distribution est établie dans le respect d'une méthodologie tarifaire et sur base des modèles de rapports. La méthodologie tarifaire, reprenant les modèles de rapport, est adoptée par la CWaPE après concertation avec les gestionnaires de réseau de distribution concernés et consultation publique.

§ 3. La concertation avec les gestionnaires de réseau de distribution visée au paragraphe 2, fait l'objet d'un accord explicite, transparent et non-discriminatoire entre la CWaPE et les gestionnaires.

A défaut d'accord, la concertation est tenue au minimum comme suit :

1<sup>o</sup> la CWaPE envoie aux gestionnaires de réseau de distribution la convocation aux réunions de concertation visées ainsi que la documentation relative aux points mis à l'ordre du jour de ces réunions dans un délai de quinze jours avant les réunions.

La convocation mentionne le lieu, la date et l'heure de la réunion, ainsi que les points mis à l'ordre du jour;

2<sup>o</sup> à la suite de la réunion, la CWaPE établit un projet de procès-verbal de réunion reprenant les arguments avancés par les différentes parties et les points d'accord et de désaccord constatés;

3<sup>o</sup> elle transmet ce projet de procès-verbal pour approbation, aux gestionnaires de réseau de distribution dans un délai de quinze jours suivant la réunion;

4<sup>o</sup> dans un délai de trente jours suivant la réception du procès-verbal de la CWaPE approuvé par les parties, les gestionnaires de réseau de distribution, au besoin après s'être concertés, envoient à la CWaPE leur avis formel sur la méthodologie tarifaire et les modèles de rapport résultant de cette concertation, en soulignant les éventuels points de désaccord subsistants.

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** La méthodologie tarifaire précise :

1<sup>o</sup> les catégories de charges couverts par les tarifs et leur définition;

2<sup>o</sup> les règles d'évolution au cours du temps des volumes et des catégories de charges visées au 1<sup>o</sup>, y compris la méthode de détermination des variables et des paramètres figurant dans les formules d'évolution;

3<sup>o</sup> les règles d'allocation des coûts aux catégories d'utilisateurs du réseau dans le respect, le cas échéant, des principes précisés par le Gouvernement conformément à l'article 5;

4<sup>o</sup> la structure tarifaire générale et les composantes tarifaires dans le respect, le cas échéant, des principes précisés par le Gouvernement conformément à l'article 5;

5<sup>o</sup> les paramètres utiles à la détermination des tarifs et leur définition.

§ 2. La CWaPE publie sur son site la méthodologie tarifaire applicable et toute pièce relative à la concertation qu'elle estime utile à la motivation de sa décision relative à la méthodologie tarifaire, tout en préservant la confidentialité des informations commercialement sensibles concernant des gestionnaires de réseau, des fournisseurs ou des utilisateurs du réseau, des données à caractère personnel et/ou des données dont la confidentialité est protégée en vertu de législations spécifiques.

§ 3. Le gestionnaire de réseau dispose d'un délai de quatre mois, à partir de la notification par recommandé de la décision de la CWaPE relative à la méthodologie tarifaire, pour établir sa proposition tarifaire.

La méthodologie tarifaire reste en vigueur pendant toute la période régulatoire, en ce compris la clôture des soldes relatifs à cette période. En cours de période régulatoire, des modifications à la méthodologie tarifaire sont applicables moyennant accord explicite, transparent et non discriminatoire entre la CWaPE et les gestionnaires de réseaux de distribution.

§ 4. La méthodologie tarifaire détermine le contenu ainsi que les modalités et la procédure d'établissement, de transmission et d'approbation des rapports annuels et autres informations communiqués à la CWaPE pour permettre un contrôle des tarifs.

**Art. 4. § 1<sup>er</sup>.** La CWaPE établit la méthodologie tarifaire et exerce sa compétence tarifaire de manière à favoriser une régulation stable et prévisible contribuant au bon fonctionnement du marché partiellement libéralisé, et permettant au marché financier d'évaluer les gestionnaires de réseau de distribution avec une sécurité raisonnable. Elle maintient la cohérence des décisions prises au cours des périodes réglementaires antérieures en matière de valeur des actifs régulés.

La CWaPE exerce sa compétence tarifaire en tenant compte de la politique générale de l'énergie telle que définie dans la législation et la réglementation régionale, fédérale et européenne.

§ 2. La méthodologie tarifaire respecte les principes suivants :

1° la méthodologie tarifaire est exhaustive et transparente, de manière à permettre aux gestionnaires de réseau de distribution d'établir leurs propositions tarifaires sur cette seule base. Elle comprend une première phase d'approbation du revenu total et une seconde phase d'approbation des tarifs. Elle reprend les éléments qui figurent obligatoirement dans la proposition tarifaire et définit les modèles de rapport à utiliser par les gestionnaires de réseau de distribution. Les éventuels critères de rejet de certains coûts sont non-discriminatoires et transparents;

2° la méthodologie tarifaire permet, de manière raisonnable, aux gestionnaires de réseaux de distribution de financer l'exercice des obligations légales et réglementaires qui leur incombent de la manière la plus avantageuse par rapport aux coûts;

3° la méthodologie tarifaire détermine la durée de la période régulatoire avec un objectif de stabilité. Les tarifs annuels qui en résultent sont déterminés en application de la méthodologie tarifaire applicable pour cette période;

4° la méthodologie tarifaire permet le développement équilibré des réseaux de distribution, conformément aux différents plans d'adaptation et d'investissements des gestionnaires de réseau de distribution, tels qu'approuvés par la CWaPE;

5° les tarifs réalisent au mieux les équilibres suivants :

a) ils sont transparents, non discriminatoires et proportionnés;

b) ils reflètent la structure des coûts de réseaux et traduisent une allocation équitable et transparente des services offerts par le réseau à l'ensemble des utilisateurs de réseaux tenant compte des évolutions technologiques telles que le stockage et du développement de la production décentralisée;

c) ils favorisent le développement et un dimensionnement optimal des infrastructures de réseaux et incitent à l'utilisation optimale de leurs capacités par leurs utilisateurs;

d) ils favorisent la gestion intelligente des réseaux, l'intégration des productions décentralisées, l'accès flexible, l'utilisation rationnelle de l'énergie et des infrastructures ainsi que l'efficacité énergétique et promeuvent la gestion active de la demande;

6° la méthodologie tarifaire veille à la contribution transparente et équitable des clients finals, pour ce qui concerne l'utilisation du réseau, aux frais d'utilisation de ce dernier ainsi qu'aux taxes, surcharges et autres frais régulés;

7° les différents tarifs sont uniformes sur le territoire du gestionnaire de réseau de distribution ou dans les zones correspondant aux territoires desservis par les gestionnaires du réseau de distribution au 31 décembre 2012;

8° la rémunération équitable des capitaux investis dans les actifs régulés permet au gestionnaire de réseau de distribution de réaliser les investissements nécessaires à l'exercice de ses missions et d'assurer l'accès aux différentes sources de financement de ses activités, le renouvellement et le développement des infrastructures. La rémunération équitable du capital investi assure aux associés ayant investi dans le réseau de distribution un taux de rendement stable et suffisant afin que le gestionnaire du réseau de distribution puisse faire face à ses obligations sur le long terme. Cette rémunération répond aux attentes du marché pour des activités présentant un profil de risque comparable. Les paramètres la définissant, y compris la structure de financement sont fixés conformément aux pratiques d'activités comparables dans les pays limitrophes;

9° les impôts, ainsi que taxes et contributions de toute nature, et les surcharges imposés par les législations et réglementations en vigueur sont répercutés dans les tarifs dans les meilleurs délais.

La CWaPE approuve et contrôle ces coûts, refacturés via des tarifs spécifiques, conformément à la procédure décrite à l'article 15, § 4. Cette règle n'est pas applicable si une législation particulière impose leur facturation directement par un autre organisme que le gestionnaire de réseau de distribution;

10° les coûts nets des missions de service public imposées par les dispositions fédérales ou régionales non couverts par des surcharges ou droits spécifiques sont intégrés dans les tarifs de manière transparente et non-discriminatoire. La CWaPE contrôle le caractère raisonnable de ces coûts;

11° l'amortissement de la valeur des actifs régulés procure au gestionnaire de réseau une capacité d'autofinancement supplémentaire pour faire face à l'ensemble des investissements nécessaires à la réalisation de ses missions;

12° les charges financières liées à un financement externe, pour autant qu'elles soient conformes aux bonnes pratiques des marchés, sont répercutées dans les tarifs;

13° les achats de biens et services réalisés dans le respect de la législation sur les marchés publics sont réputés réalisés au prix du marché, sous réserve, le cas échéant, du pouvoir d'appréciation de la CWaPE qui se basera notamment sur les meilleures pratiques observées en la matière au niveau européen;

14° les soldes réglementaires, positifs ou négatifs, entre les coûts rapportés, y compris la rémunération visée au 8°, et les recettes enregistrées annuellement au cours d'une période régulatoire par le gestionnaire de réseau de distribution sont calculés chaque année par celui-ci de manière transparente et non discriminatoire. Ces soldes sont monitorés, contrôlés et validés par la CWaPE qui détermine selon quelles modalités ils sont, le cas échéant, récupérés ou rendus dans les tarifs;

15° toute méthode de contrôle des coûts reposant sur des techniques de comparaison tient compte des différences objectives existant entre gestionnaires de réseau de distribution et qui ne peuvent être éliminées; es à l'initiative de ces derniers. Toute décision utilisant des techniques de comparaison des coûts tient compte de la qualité des services rendus et est basée sur des données homogènes, transparentes et fiables. Toute comparaison avec d'autres gestionnaires de réseau est réalisée entre des sociétés ayant des activités similaires et opérant dans des circonstances analogues;

16° les tarifs pour l'utilisation d'un réseau de distribution, applicables à des unités de production, peuvent être différenciés selon la technologie de ces unités et leur date de mise en service. Ces tarifs sont déterminés en tenant compte de tout critère considéré comme pertinent par la CWaPE, tel une comparaison avec les pays voisins et en concertation avec l'ensemble des acteurs, afin de ne pas mettre en péril la sécurité d'approvisionnement du pays par une baisse de compétitivité des unités de production concernées. Dans la proposition tarifaire accompagnée du budget, le gestionnaire de réseau de distribution motive ces différenciations;

17° les efforts de productivité éventuellement imposés ou réalisés par les gestionnaires de réseau de distribution ne peuvent pas mettre en péril à court ou à long terme la qualité des réseaux, la sécurité des personnes ou des biens ni la continuité de la fourniture ou encore la viabilité économique des gestionnaires de réseau de distribution;

18° la subsidiarité croisée entre activités régulées et non régulées est interdite;

19° la méthodologie tarifaire peut inciter les gestionnaires de réseau de distribution à rencontrer les objectifs de performance, à favoriser l'intégration du marché et la sécurité de l'approvisionnement et à mener la recherche et le développement nécessaires à leurs activités régulées, en tenant notamment compte de leurs plans d'adaptation tels qu'approuvés, par la CWaPE;

20° les tarifs visent à offrir un juste équilibre entre la qualité des services prestés et les prix supportés par les clients finals;

21° le gestionnaire de réseau de distribution répercute et adapte, dès la modification de ses tarifs par le régulateur compétent, les coûts d'utilisation du réseau de transport d'électricité. La CWaPE approuve et contrôle ces coûts, refacturés via des tarifs spécifiques, conformément à la procédure décrite à l'article 15, § 4. Cette règle n'est pas applicable si une législation particulière impose leur facturation directement par un autre organisme que le gestionnaire de réseau de distribution.

**Art. 5.** Après avis de la CWaPE, le Gouvernement peut préciser les principes visés à l'article 4, § 2.

Ces précisions sont applicables pour la période réglementaire suivant leur adoption à condition qu'elles soient publiées au *Moniteur belge* au minimum deux ans avant le début de la période réglementaire concernée.

**Art. 6.** La CWaPE contrôle les coûts des gestionnaires de réseau de distribution sur la base des dispositions législatives et réglementaires applicables et de la méthodologie tarifaire valable pour la période y relative.

La comptabilité des gestionnaires de réseau de distribution est tenue selon un plan comptable analytique uniforme par activité. La CWaPE peut le cas échéant adopter un modèle de plan comptable analytique à la suite d'une concertation des gestionnaires de réseaux de distribution tenue conformément à l'article 2, § 3.

### Titre 3. — Procédure d'approbation

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Principes généraux

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Les gestionnaires de réseau de distribution établissent leurs propositions tarifaires et les rapports annuels dans le respect de la méthodologie tarifaire établie par la CWaPE et les introduisent dans le respect de la procédure d'introduction et d'approbation prévue à cet effet.

La CWaPE examine la proposition tarifaire, les rapports annuels et les soldes en découlant, décide de leur approbation et communique ses décisions motivées au gestionnaire de réseau de distribution dans le respect de la méthodologie tarifaire et de la procédure d'introduction et d'approbation prévue à cet effet.

§ 2. La méthodologie tarifaire définit la procédure d'introduction et d'approbation des tarifs. A défaut d'accord sur ce point lors de la concertation entre la CWaPE et les gestionnaires de réseau de distribution prévue à l'article 2, § 2, la procédure applicable est définie aux articles 9 à 15.

§ 3. La méthodologie tarifaire définit la procédure de contrôle des tarifs concernant les résultats d'exploitation relatifs à l'année d'exploitation écoulée. A défaut d'accord sur ce point lors de la concertation entre la CWaPE et les gestionnaires de réseau de distribution visée à l'article 2, § 2, la procédure applicable est définie aux articles 16 et 17.

**Art. 8.** La première année de la période réglementaire concernée est appelée « année n ».

La procédure d'approbation de la proposition tarifaire du gestionnaire de réseau est composée de deux phases successives :

1° la procédure d'approbation de la proposition de revenu total;

2° la procédure d'approbation des propositions de tarifs périodiques et non-périodiques.

La seconde phase commence lorsque la première phase s'est clôturée par une décision d'approbation par la CWaPE.

#### CHAPITRE II. — Procédure d'approbation du revenu total

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Le gestionnaire de réseau de distribution soumet à la CWaPE, au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier de l'année n-1, sa proposition de revenu total pour la période réglementaire suivante sous la forme du modèle de rapport et de ses annexes, tels que fixés par la CWaPE, après concertation avec les gestionnaires de réseau de distribution.

La proposition de revenu total ainsi que tous les échanges de documents intervenant dans le cadre de l'instruction de cette proposition auront lieu selon des modalités définies dans la méthodologie tarifaire, après concertation avec les gestionnaires de réseau de distribution.

§ 2. Pour le dernier jour du mois de février de l'année n-1, la CWaPE confirme au gestionnaire de réseau de distribution que le dossier est complet ou incomplet, et dans ce cas, lui fait parvenir une liste de questions complémentaires. La CWaPE précise les éléments à adapter afin de permettre au gestionnaire de réseau de distribution d'introduire une proposition adaptée.

§ 3. Pour le 15 avril de l'année n-1, le gestionnaire de réseau de distribution transmet les réponses aux questions complémentaires à la CWaPE. Le cas échéant, il soumet des propositions d'adaptation budgétaire pour la période réglementaire suivante.

§ 4. Pour le 31 mai de l'année n-1, la CWaPE informe le gestionnaire de réseau de distribution de sa décision d'approbation ou de refus de la proposition de revenu total, éventuellement adaptée.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. En cas de refus par la CWaPE de la proposition adaptée de revenu total du gestionnaire de réseau, la CWaPE indique de manière circonstanciée, dans sa décision de refus, les éléments ayant motivé sa décision.

Dans ce cas, le gestionnaire de réseau peut communiquer ses objections à la CWaPE dans les trente jours suivant la réception de la décision. Les objections sont transmises à la CWaPE selon les modalités définies dans la méthodologie tarifaire.

Le gestionnaire de réseau de distribution est entendu, à sa demande, dans les vingt jours après réception de la décision de refus de la CWaPE.

Le gestionnaire de réseau de distribution soumet à la CWaPE, pour le 30 juin de l'année n-1, sa proposition révisée de revenu total.

Pour le 31 août de l'année n-1, la CWaPE informe le gestionnaire de réseau de distribution de sa décision d'approbation ou de refus de la proposition révisée de revenu total.

§ 2. En cas de refus de la proposition révisée de revenu total, la CWaPE indique de manière circonstanciée, les éléments ayant motivé sa décision et fixe les tarifs provisoires du gestionnaire de réseau d'application à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année n.

Le gestionnaire de réseau de distribution peut soumettre une nouvelle proposition de revenu total selon les modalités définies dans la méthodologie tarifaire. A défaut, les tarifs provisoires fixés par la CWaPE, sont d'application jusqu'à ce que toutes les objections du gestionnaire de réseau de distribution ou de la CWaPE soient épuisées ou jusqu'à ce qu'un accord intervienne entre la CWaPE et le gestionnaire de réseau de distribution sur les points litigieux.

#### CHAPITRE III. — Procédure d'approbation des tarifs

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. 1<sup>o</sup> En cas d'approbation de la proposition de revenu total par la CWaPE suite à la procédure visée à l'article 9, le gestionnaire de réseau de distribution transmet à la CWaPE, pour le 1<sup>er</sup> septembre de l'année n-1, ses propositions de tarifs périodiques et non périodiques pour la période régulatoire suivante, établies de manière à couvrir strictement le revenu total dûment approuvé par la CWaPE.

2<sup>o</sup> Pour le 30 septembre de l'année n-1, la CWaPE informe le gestionnaire de réseau de distribution du caractère complet ou incomplet des propositions de tarifs périodiques et non périodiques et, dans ce cas, lui fait parvenir une liste de questions complémentaires. La CWaPE précise les éléments à adapter afin de permettre au gestionnaire de réseau de distribution d'introduire une proposition adaptée.

3<sup>o</sup> Pour le 31 octobre de l'année n-1, le gestionnaire de réseau de distribution transmet les réponses aux questions complémentaires de la CWaPE. Le cas échéant, il soumet des propositions adaptées de tarifs périodiques et/ou non périodiques.

4<sup>o</sup> Pour le 30 novembre de l'année n-1, la CWaPE informe le gestionnaire de réseau de distribution de sa décision d'approbation ou de refus des propositions de tarifs périodiques et non périodiques, éventuellement adaptées.

5<sup>o</sup> En cas de refus des propositions de tarifs périodiques et/ou non-périodiques, la CWaPE indique de manière circonstanciée les éléments ayant motivé sa décision de refus. La CWaPE peut demander au gestionnaire du réseau de modifier ses tarifs périodiques et non périodiques pour faire en sorte que ceux-ci soit proportionnés et non-discriminatoires.

6<sup>o</sup> La CWaPE publie sur son site internet, d'une manière transparente, l'état d'avancement de la procédure d'approbation tarifaire.

§ 2. Les tarifs périodiques et non-périodiques dûment approuvés par la CWaPE sont en principe d'application à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année n.

§ 3. La CWaPE assure la publication de ses décisions d'approbation et ou de refus des propositions de tarifs périodiques et non périodiques, éventuellement adaptées ainsi que des tarifs périodiques et non périodiques dûment approuvés et ce, pour chaque année de la période régulatoire.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. 1<sup>o</sup> En cas d'approbation de la proposition révisée de revenu total par la CWaPE suite à la procédure visée à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, les tarifs périodiques et non-périodiques d'application au 31 décembre de l'année n-1 sont prolongés pour le mois de janvier de l'année n.

Le gestionnaire de réseau de distribution transmet à la CWaPE, pour le 1<sup>er</sup> octobre de l'année n-1, ses propositions de tarifs périodiques et non périodiques pour la période régulatoire suivante, établies de manière à couvrir strictement les enveloppes budgétaires dûment approuvées par la CWaPE.

2<sup>o</sup> Pour le 31 octobre de l'année n-1, la CWaPE informe le gestionnaire de réseau de distribution du caractère complet ou incomplet des propositions de tarifs périodiques et non périodiques et, dans ce cas, lui fait parvenir une liste de questions complémentaires. La CWaPE précise les éléments à adapter afin de permettre au gestionnaire de réseau de distribution d'introduire une proposition adaptée.

3<sup>o</sup> Pour le 30 novembre de l'année n-1, le gestionnaire de réseau de distribution transmet, selon des modalités définies dans la méthodologie tarifaire de la CWaPE, les réponses aux questions complémentaires de la CWaPE. Le cas échéant, il soumet des propositions adaptées de tarifs périodiques et/ou non périodiques.

4<sup>o</sup> Pour le 15 janvier de l'année n, la CWaPE informe le gestionnaire de réseau de distribution, de sa décision d'approbation ou de refus des propositions de tarifs périodiques et non périodiques, éventuellement adaptées.

§ 2. Les tarifs périodiques et non-périodiques dûment approuvés par la CWaPE sont d'application à partir du 1<sup>er</sup> février de l'année n.

§ 3. La CWaPE assure la publication de ses décisions d'approbation et ou de refus des propositions de tarifs périodiques et non périodiques, éventuellement adaptées ainsi que des tarifs périodiques et non périodiques dûment approuvés et ce, pour chaque année de la période régulatoire.

§ 4. Pour le 30 septembre de l'année n-1, la CWaPE informe les fournisseurs des adaptations attendues relatives à la structure des tarifs.

**Art. 13.** La date du 1<sup>er</sup> janvier de l'année n-1 visée à l'article 9 peut être reportée au 1<sup>er</sup> jour du mois d'un trimestre suivant. Dans ce cas, les délais visés aux articles 9 à 12 sont adaptés en conséquence et les échéances sont reportées à due concurrence.

#### CHAPITRE IV. — Tarifs transitoires et révision

**Art. 14.** Si le gestionnaire de réseau de distribution ne respecte pas ses obligations dans les délais visés aux articles 8 à 13, des tarifs provisoires fixés par la CWaPE, sont d'application jusqu'à ce que toutes les objections du gestionnaire de réseau de distribution ou de la CWaPE soient épuisées ou jusqu'à ce qu'un accord intervienne entre la CWaPE et le gestionnaire de réseau de distribution sur les points litigieux.

Si la CWaPE a pris la décision de refus des propositions des tarifs périodiques et/ou non périodiques, des tarifs provisoires fixés par la CWaPE sont d'application jusqu'à ce que toutes les objections du gestionnaire de réseau de distribution ou de la CWaPE soient épuisées ou jusqu'à ce qu'un accord intervienne entre la CWaPE et le gestionnaire de réseau de distribution sur les points litigieux.

Après concertation avec le gestionnaire de réseau de distribution, la CWaPE peut arrêter des mesures compensatoires appropriées lorsque les tarifs définitifs s'écartent de ces tarifs provisoires.



**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Les tarifs peuvent être revus en cours de période régulatoire en vue d'intégrer :

1° toute modification de la cotisation fédérale, des obligations de services publics et de tout autre impôt, taxe ou surcharge. Le gestionnaire de réseau de distribution introduit auprès de la CWaPE une nouvelle grille tarifaire reprenant les impôts, taxes ou surcharges modifiées. La CWaPE vérifie l'exactitude des tarifs proposés. En cas de refus, le gestionnaire de réseau de distribution introduit une nouvelle grille.

Pour autant qu'elle ait été approuvée, la grille est publiée au plus tard vingt jours ouvrables après la date d'envoi par le gestionnaire de réseau de distribution de la dernière version de la grille tarifaire telle qu'approuvée par la CWaPE;

2° l'actif ou le passif régulatoire cumulé, dès que celui-ci dépasse cinq pour cent du produit annuel du gestionnaire de réseau, de l'année précédent l'année en cours, par un mécanisme d'ajustement selon les modalités définies par la méthodologie tarifaire.

§ 2. En cas de passage à de nouveaux services et/ou d'adaptation de services existants, le gestionnaire de réseau de distribution peut soumettre une proposition tarifaire actualisée à l'approbation de la CWaPE en cours de période régulatoire, pendant le délai, défini dans la méthodologie tarifaire, endéans lequel les demandes d'adaptations peuvent être introduites. Cette proposition tarifaire actualisée tient compte de la proposition tarifaire approuvée par la CWaPE, sans altérer l'intégrité de la structure tarifaire existante. Le gestionnaire de réseau de distribution introduit la proposition actualisée et la CWaPE la traite conformément à la procédure définie par la méthodologie tarifaire.

§ 3. Si des circonstances exceptionnelles surviennent au cours d'une période régulatoire indépendamment de la volonté du gestionnaire de réseau de distribution, celui-ci peut à tout moment de la période régulatoire soumettre à l'approbation de la CWaPE une demande motivée de révision de sa proposition tarifaire, pour ce qui concerne les années suivantes de la période régulatoire. Ces circonstances exceptionnelles doivent impacter significativement la situation financière du gestionnaire de réseau conformément à des critères définis dans la méthodologie tarifaire.

Le gestionnaire de réseau de distribution introduit la demande motivée de révision de la proposition tarifaire et la CWaPE la traite suivant la procédure définie par la méthodologie tarifaire.

Le gestionnaire de réseau de distribution transmet ses propositions tarifaires adaptées à la CWaPE dans le meilleur délai suite à la survenance des circonstances exceptionnelles. La décision de la CWaPE intervient au plus tard dans les trois mois de la transmission des propositions tarifaires du gestionnaire de réseau de distribution.

§ 4. Sans préjudice du contrôle des coûts sur la base des dispositions légales et réglementaires applicables, la CWaPE approuve les propositions d'adaptation des tarifs du gestionnaire de réseau de distribution consécutives aux modifications de leurs obligations de service public, des tarifs de transport, de la cotisation fédérale et de toutes autres surcharges fédérales ou régionales ainsi que des impôts, taxes et contributions de toute nature qui leur sont imposées. Le gestionnaire de réseau de distribution transmet ses propositions tarifaires à la CWaPE dans le meilleur délai suite à l'adoption des nouvelles dispositions en la matière ou de modification des tarifs de transport. La décision de la CWaPE intervient au plus tard dans les trois mois de la transmission des propositions tarifaires du gestionnaire de réseau de distribution.

§ 5. En cours de période régulatoire, si l'application des tarifs apparaît comme disproportionnée et discriminatoire, ou conduit à d'importants soldes, la CWaPE peut demander aux gestionnaires de réseau de distribution de modifier leurs tarifs afin que ceux-ci soient proportionnés et appliqués de manière non-discriminatoire.

#### CHAPITRE V. — Soldes régulatoires

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Le gestionnaire de réseau de distribution soumet à la CWaPE, au plus tard le 30 juin de chaque année, un rapport tarifaire annuel à la CWaPE concernant les résultats d'exploitation relatifs à l'année d'exploitation écoulée sous la forme du modèle de rapport arrêté par la CWaPE après concertation avec les gestionnaires de réseau de distribution.

§ 2. Au plus tard le 31 août de chaque année, la CWaPE informe le gestionnaire de réseaux de distribution de ses questions et des informations complémentaires à fournir par le gestionnaire de réseau.

§ 3. Au plus tard le 15 septembre de chaque année, le gestionnaire de réseaux de distribution transmet ses réponses et informations complémentaires.

§ 4. Au plus tard le 15 octobre de chaque année, la CWaPE informe le gestionnaire de réseaux de distribution de sa décision provisoire relative au contrôle du calcul des soldes relative à l'exercice d'exploitation précédent.

En cas de refus du calcul des soldes, la CWaPE mentionne les points auxquels se rapporte son refus et ce que le gestionnaire du réseau doit adapter afin d'obtenir une décision d'approbation de la part de la CWaPE pour tous les soldes.

§ 5. Si la CWaPE refuse le calcul des soldes, le gestionnaire du réseau introduit un rapport annuel adapté pour le 31 octobre. La CWaPE entend le gestionnaire du réseau dans ce délai à la demande de celui-ci.

§ 6. Au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre, la CWaPE informe le gestionnaire du réseau de sa décision définitive d'approbation ou de refus des soldes.

§ 7. Le calendrier visé aux paragraphes précédents peut être adapté d'un commun accord entre la CWaPE et le gestionnaire de réseau de distribution.

**Art. 17.** La CWaPE assure annuellement la publication de ses décisions d'approbation et ou de refus des soldes tout en préservant la confidentialité des informations commercialement sensibles concernant des gestionnaires de réseau de distribution, des fournisseurs ou des utilisateurs du réseau, des données à caractère personnel et/ou des données dont la confidentialité est protégée en vertu de législations spécifiques.

#### CHAPITRE VI. — Publicité et dispositions spécifiques

**Art. 18.** La CWaPE publie dans les trois jours ouvrables de leur approbation et maintient sur son site les tarifs, tout en préservant la confidentialité des informations commercialement sensibles concernant des fournisseurs, des gestionnaires de réseau de distribution ou des utilisateurs du réseau, des données à caractère personnel et/ou des données dont la confidentialité est protégée.

Le gestionnaire de réseau de distribution communique, dans les plus brefs délais, aux utilisateurs de leurs réseaux les tarifs à appliquer et les met à la disposition de toutes les personnes qui en font la demande, notamment par son site internet. Les tarifs appliqués ne peuvent pas avoir d'effet rétroactif, et leur entrée en vigueur tient compte d'un délai d'implémentation raisonnable pour les fournisseurs.

**Art. 19.** Si une décision de la CWaPE en vue de l'approbation de tarifs à appliquer par un gestionnaire de réseau de distribution est annulée par la juridiction compétente, les tarifs d'application au 31 décembre de l'année n-1 sont d'application jusqu'à ce que des tarifs soient valablement approuvés conformément aux articles 7 à 17.

**Art. 20.** Le fournisseur intègre dans sa facturation au client final les tarifs de réseaux approuvés par la CWaPE et reverse au gestionnaire de réseau la totalité des sommes dues au titre de l'utilisation du réseau, y compris les montants non recouverts auprès des clients finals.

**Art. 21.** La CWaPE peut adopter, pour une durée limitée dans le temps, des règles de marché et des règles tarifaires spécifiques pour des zones géographiques ou électriques délimitées développées spécifiquement pour la réalisation de projets pilotes innovants et en particulier pour le développement de solution à la problématique de connexion des productions décentralisées aux réseaux de distribution.

**Art. 22.** La CWaPE communique au Parlement wallon, au plus tard cinq jours après la décision d'approbation par le comité de direction de la CWaPE, la méthodologie tarifaire, l'intégralité des pièces relatives à la concertation avec les gestionnaires de réseau de distribution ainsi que tous les documents qu'elle estime nécessaire à la motivation de sa décision relative à la méthodologie tarifaire, tout en préservant la confidentialité des informations commercialement sensibles concernant des fournisseurs, des gestionnaires de réseau de distribution ou des utilisateurs du réseau, des données à caractère personnel et/ou des données dont la confidentialité est protégée. Le Parlement auditionne les parties et établit des recommandations.

#### Titre 4. — Dispositions modificatives et abrogatoires

**Art. 23.** Dans l'article 14, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité modifié par le décret du 11 avril 2014 le mot « 2016 » est remplacé par les mots « au plus tôt 2017 ».

**Art. 24.** Dans l'article 66, 3<sup>o</sup>, du même décret, le mot « 2016 » est remplacé par les mots « au plus tôt 2017 ».

**Art. 25.** L'article 14, § 1<sup>er</sup>, et l'article 66 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité modifiés par le décret du 11 avril 2014 sont abrogés à une date fixée par le Gouvernement et au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

A défaut de décision prise par la CREG au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2017, la CWaPE détermine la hauteur et/ou l'affectation et la répartition des soldes régulateurs des années antérieures à l'entrée en vigueur de nouveaux tarifs approuvés par la CWaPE. Sauf accord explicite entre la CWaPE et le gestionnaire de réseau de distribution, ces soldes du passé seront entièrement apurés pour le 31 décembre 2022. La règle d'affectation des soldes non gérables aux tarifs et des soldes gérables au résultat de l'exercice continue à s'appliquer.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 19 janvier 2017.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,

M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,

J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,

P. FURLAN

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

E. TILLIEUX

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

C. LACROIX

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports, délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

#### Note

(1) Session 2015-2016.

Documents du Parlement wallon, 576 (2015-2016) N<sup>os</sup> 1 à 8.

Compte rendu intégral, séance plénière du 18 janvier 2017.

Discussion.

Vote.

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/200510]

#### 19. JANUAR 2017 — Dekret über die Tarifmethodik, die auf die Betreiber von Strom- und Gasverteilernetzen anwendbar ist (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

#### Titel 1 — Begriffsbestimmungen

**Artikel 1** - Die Begriffsbestimmungen des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts und vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts sind auf vorliegendes Dekret anwendbar.

Zwecks der Anwendung des vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

1° regulierte Tätigkeiten: die Tätigkeiten in Verbindung mit den Investitionen und mit dem Betrieb der Netzinfrastrukturen sowie mit den Verpflichtungen öffentlichen Dienstes, die durch die und kraft der in Absatz 1 genannten Dekrete bestimmt werden, einschließlich des Anschlusses und des Zugangs zum Verteilernetz für die Entnahme und Einspeisung von Energie, die Messdienstleistungen und ggf. die Hilfsdienstleistungen;

2° Gesamteinkommen: der Betrag, der den Erträgen ausschließlich in Bezug auf die regulierten Tätigkeiten entspricht, und der vom Betreiber eines Verteilernetzes für den betreffenden Regulierungszeitraum budgetiert wird. Die Bestandteile dieses Betrags werden in der Tarifmethodik bestimmt und von der CWaPE gebilligt. Die wichtigsten Tarifkomponenten umfassen insbesondere die Betriebskosten und Finanzaufwendungen, die zur Erfüllung der Aufgaben des Betreibers eines Verteilernetzes und der Verpflichtungen öffentlichen Dienstes nötig sind, die Abschreibungen und Außergebrauchsetzungen, die gerechte Entlohnung des angelegten Kapitals, die Steuern, Abgaben und Beiträge jeglicher Art sowie die auf die Tarife der Betreiber von Verteilernetzen angewandten Tarifaufschläge;

3° nicht periodischer Tarif: der einmal angewandte Tarif für den Anschluss an das Netz, der die vom Betreiber eines Verteilernetzes geführten Orientierungs- und/oder Detailstudien, die Durchführung und Änderung von Anschlüssen sowie den Ersatz von Zählern und spezifische punktuelle Dienstleistungen betrifft;

4° periodischer Tarif: der Tarif, der es ermöglicht, die Benutzung und den Betrieb des Netzes zu finanzieren. Dieser Tarif kann nach verschiedenen Parametern in Rechnung gestellt werden, die aufgrund der Tarifmethodik festgelegt sind.

## Titel 2 — Tarifmethodik

**Art. 2 - § 1.** Die Bestimmungen vorliegenden Dekrets sind für die Billigung der Tarife für die Verteilung von Gas und Strom anwendbar, die nach dem 31. Dezember 2017 in Kraft treten.

In Abweichung von Absatz 1 sind die Bestimmungen der Artikel 16, 17 und 21 ab dem Inkrafttreten vorliegenden Dekrets anwendbar.

§ 2. Die Tarife für die Verteilung von Strom bzw. Gas werden jeweils aufgrund der Haushaltspläne und Tarifvorschläge, die vom Betreiber eines Verteilernetzes stammen, von der CWaPE gebilligt. Der Tarifvorschlag des Betreibers eines Verteilernetzes wird unter Einhaltung einer Tarifmethodik und aufgrund der Berichtsvorlagen erstellt. Die Tarifmethodik einschließlich der Berichtsvorlagen wird vor der CWaPE nach einer Konzertierung mit den betreffenden Betreibern eines Verteilernetzes und nach einer öffentlichen Anhörung verabschiedet.

§ 3. Die Konzertierung mit den Betreibern eines Verteilernetzes nach Paragraph 2 ist Gegenstand einer ausdrücklichen, transparenten und nicht diskriminierenden Vereinbarung zwischen der CWaPE und den Betreibern.

Wenn keine Vereinbarung zustande kommt, findet die Konzertierung mindestens wie folgt statt:

1° die CWaPE schickt den Betreibern eines Verteilernetzes mindestens fünfzehn Tage vor den Sitzungen die Vorladung zu den betreffenden Konzertierungssitzungen sowie die Dokumente in Bezug auf die Punkte der Tagesordnung dieser Sitzungen zu.

In der Vorladung werden Ort, Datum und Uhrzeit der Sitzung sowie die Punkte der Tagesordnung angegeben;

2° anschließend an die Sitzung erstellt die CWaPE einen Entwurf des Sitzungsprotokolls mit den Argumenten der verschiedenen Parteien und den Punkten, in denen Übereinstimmung besteht, sowie denjenigen zu denen es verschiedene Auffassungen gibt;

3° innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Sitzung übermittelt sie diesen Protokollentwurf den Betreibern eines Verteilernetzes zur Billigung;

4° innerhalb einer Frist von dreißig Tagen nach dem Empfang des von den Parteien gebilligten Protokolls der CWaPE übermitteln die Betreiber eines Verteilernetzes, falls notwendig nach einer Konzertierung, der CWaPE ihre förmliche Stellungnahme über die Tarifmethodik und die Berichtsvorlagen, die sich aus dieser Konzertierung ergeben, wobei sie die eventuellen verbleibenden Meinungsverschiedenheiten unterstreichen.

**Art. 3 - § 1.** In der Tarifmethodik werden angegeben:

1° die Kategorien der Kosten, die von den Tarifen gedeckt werden, und ihre Definition;

2° die Regeln für die Entwicklung im Laufe der Zeit der Volumen und Kategorien von Kosten nach Ziffer 1, einschließlich der Methode für die Bestimmung der Variablen und Parameter, die in den Entwicklungsformeln angewendet werden;

3° die Regeln für die Zuteilung der Kosten auf die Kategorien für Netzbenutzern, gegebenenfalls unter Einhaltung der von der Regierung gemäß Artikel 5 klargestellten Grundsätze;

4° die allgemeine Tarifstruktur und die Tarifkomponenten, gegebenenfalls unter Einhaltung der von der Regierung gemäß Artikel 5 klargestellten Grundsätze;

5° die zur Festlegung der Tarife und ihrer Definition nützlichen Parameter.

§ 2. Die CWaPE veröffentlicht auf ihrer Website die anwendbare Tarifmethodik sowie alle Dokumente in Bezug auf die Konzertierung, die sie zur Begründung ihrer Entscheidung zur Tarifmethodik für nützlich hält, wobei die Vertraulichkeit der geschäftlich sensiblen Informationen über Netzbetreiber, Energieversorger oder Netzbenutzer, der persönlichen Daten und/oder der Daten, deren Vertraulichkeit kraft spezifischer Gesetzesvorschriften zu schützen ist, gewahrt wird.

§ 3. Der Netzbetreiber verfügt über eine Frist von vier Monaten ab der Notifizierung per Einschreiben der Entscheidung der CWaPE über die Tarifmethodik, um seinen Tarifvorschlag zu erstellen.

Die Tarifmethodik gilt während des gesamten Regulierungszeitraums, einschließlich der Berechnung der Saldi für diesen Zeitraum. Während des Regulierungszeitraums sind Änderungen zur Tarifmethodik anwendbar, unter der Bedingung einer ausdrücklichen, transparenten und nicht diskriminierenden Vereinbarung zwischen der CWaPE und den Betreibern von Verteilernetzen.

§ 4. Die Tarifmethodik bestimmt den Inhalt sowie die Modalitäten und das Verfahren zur Erstellung, Übermittlung und Billigung der Jahresabschlüsse und der sonstigen der CWaPE mitgeteilten Informationen, um eine Tarifkontrolle zu ermöglichen.

**Art. 4 - § 1.** Die CWaPE legt die Tarifmethodik fest und übt ihre Tarifbefugnis derart aus, dass eine stabile und vorhersehbare Regulierung gefördert wird, die zum reibungslosen Funktionieren des teilweise liberalisierten Marktes beiträgt, und es dem Finanzmarkt ermöglicht, die Betreiber eines Verteilernetzes mit einer vernünftigen Sicherheitsmarge zu bewerten. Sie gewährleistet die Kohärenz der im Laufe der vorigen Regulierungszeiträume getroffenen Entscheidungen betreffend den Wert der regulierten Aktiva.

Bei der Ausübung ihrer Tarifbefugnis berücksichtigt die CWaPE die allgemeine Energiepolitik, so wie sie in der Gesetzgebung und in den regionalen, föderalen und europäischen Vorschriften festgelegt ist.

§ 2. Die Tarifmethodik beachtet folgende Grundsätze:

1° die Tarifmethodik kennzeichnet sich durch ihre Vollständigkeit und Transparenz, damit die Betreiber eines Verteilernetzes auf dieser alleinigen Grundlage ihre Tarifvorschläge ausarbeiten können. Sie besteht aus einer ersten Phase der Billigung des Gesamteinkommens und einer zweiten Phase der Billigung der Tarife. Sie übernimmt die Angaben, die vorschriftsmäßig im Tarifvorschlag stehen, und bestimmt die Berichtvorlagen, die von den Betreibern eines Verteilernetzes zu benutzen sind. Die eventuellen Kriterien zur Ablehnung bestimmter Kosten sind nicht diskriminierend und transparent;

2° die Tarifmethodik ermöglicht es den Betreibern eines Verteilernetzes, auf vernünftige Weise die Ausübung der ihnen aufgrund der gesetzlichen und verordnungsrechtlichen Bestimmungen auferlegten Verpflichtungen kostengünstig zu finanzieren;

3° die Tarifmethodik bestimmt die Dauer des Regulierungszeitraums mit einem Ziel der Stabilität. Die sich daraus ergebenden Jahrestarife werden in Anwendung der für diesen Zeitraum anwendbaren Tarifmethodik bestimmt.

4° die Tarifmethodik ermöglicht eine ausgewogene Entwicklung der Verteilernetze in Übereinstimmung mit den verschiedenen von der CWaPE gebilligten Anpassungs- und Investitionsplänen der Betreiber eines Verteilernetzes;

5° die Tarife verwirklichen so gut wie möglich die folgenden Gleichgewichte:

a) sie sind transparent, nicht diskriminierend und verhältnismäßig;

b) sie widerspiegeln die Struktur der Netzkosten und gewährleisten eine gerechte und transparente Verteilung der vom Netz angebotenen Dienstleistungen auf die gesamten Netzbenutzer, unter Berücksichtigung der technologischen Entwicklungen, u.a. im Bereich der Lagerung und der Dezentralisierung der Produktion;

c) sie fördern die Entwicklung und eine optimale Dimensionierung der Netzinfrastrukturen und regen zu einer optimalen Nutzung ihrer Kapazitäten durch ihre Benutzer an;

d) sie fördern einen intelligenten Betrieb der Netze, die Einbindung dezentraler Produktionseinheiten, einen flexiblen Zugang, eine rationelle Nutzung der Energie und der Infrastrukturen sowie die Energieeffizienz, und fördern ein aktives Nachfragemanagement;

6° die Tarifmethodik sorgt für einen transparenten und gerechten Beitrag seitens der Endverbraucher hinsichtlich der Netzbenutzung, der entsprechenden Kosten und der Steuern, Tarifaufschläge und sonstigen regulierten Kosten;

7° die verschiedenen Tarife sind einheitlich in dem durch den Betreiber eines Verteilernetzes versorgten Gebiet oder in den Zonen, die den Gebieten entsprechen, die am 31. Dezember 2012 von den Betreibern eines Verteilernetzes versorgt waren;

8° die gerechte Entlohnung des in regulierte Aktiva angelegten Kapitals ermöglicht es dem Betreiber eines Verteilernetzes, die zur Ausübung seiner Aufgaben notwendigen Investitionen zu tätigen und den Zugang zu den unterschiedlichen Finanzierungsquellen für seine Aktivitäten sowie für die Erneuerung und den Ausbau seiner Infrastrukturen zu sichern. Die gerechte Entlohnung des angelegten Kapitals sichert den Teilhabern, die in das Verteilernetz investiert haben, eine stabile und zureichende Rendite, so dass der Betreiber eines Verteilernetzes seinen Verpflichtungen langfristig nachkommen kann. Diese Entlohnung erfüllt die Erwartungen des Marktes für Aktivitäten mit einem vergleichbaren Risikoprofil. Die Parameter, die diese Entlohnung bestimmen, einschließlich der Finanzierungsstruktur, werden in Übereinstimmung mit in den Nachbarländern vergleichbaren Aktivitäten festgelegt;

9° die Steuern, Abgaben und Beiträge jeglicher Art und die Tarifaufschläge, die durch geltende Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen auferlegt sind, werden schnellstmöglich in die Tarife eingerechnet.

Die CWaPE billigt und prüft diese Kosten, die mittels spezifischer Tariftabellen nach dem in Artikel 15 § 4 beschriebenen Verfahren weiter verrechnet werden. Diese Regel ist nicht anwendbar, wenn besondere Gesetzesvorschriften ihre Rechnungsstellung direkt durch ein anderes Organ als der Betreiber eines Verteilernetzes auferlegen.

10° die Nettokosten der durch föderale oder regionale Bestimmungen auferlegten Aufgaben öffentlichen Dienstes, die nicht durch Tarifaufschläge oder spezifische Abgaben gedeckt sind, werden auf transparente und nicht diskriminierende Weise in die Tarife eingerechnet. Die CWaPE prüft, ob diese Kosten angemessen sind;

11° die Abschreibung des Wertes der regulierten Aktiva verleiht dem Netzbetreiber eine zusätzliche Selbstfinanzierungskapazität, um den gesamten Investitionen, die zur Erfüllung seiner Aufgaben notwendig sind, tragen zu können;

12° die mit einer Fremdfinanzierung verbundenen Finanzlasten werden in die Tarife eingerechnet, unter der Voraussetzung, dass sie der üblichen Marktpraxis entsprechen;

13° es wird davon ausgegangen, dass der Kauf von Gütern und Dienstleistungen unter Einhaltung der Gesetzgebung über öffentliche Aufträge dem Marktpreis entspricht, gegebenenfalls unter Vorbehalt der Beurteilungsbefugnis der CWaPE, die sich insbesondere auf die besten, in diesem Bereich auf europäischer Ebene beobachteten Praktiken stützen wird;

14° die positiven oder negativen Regulierungssaldi zwischen den entstandenen Kosten einschließlich der Entlohnung nach Ziffer 8 und den jährlichen, während eines Regulierungszeitraums vom Betreiber eines Verteilernetzes gebuchten Einnahmen werden jedes Jahren von Letzterem auf transparente und nicht diskriminierende Weise berechnet. Diese Saldi werden von der CWaPE überwacht, geprüft und validiert. Die CWaPE bestimmt, nach welchen Modalitäten sie gegebenenfalls wieder eingetrieben oder in den Tarifen widerspiegelt werden;

15° bei jeder Methode der Kostenkontrolle, die auf Vergleichsverfahren beruht, werden die objektiven Unterschiede zwischen den Betreibern eines Verteilernetzes berücksichtigt, die nicht auf Initiative der Letzteren behoben werden können. Jede Entscheidung, bei der solche Kostenvergleichsverfahren eine Rolle spielen, berücksichtigt die Qualität der erbrachten Leistungen und beruht auf homogenen, transparenten und zuverlässigen Daten. Jeder Vergleich mit anderen Netzbetreibern hat mit Gesellschaften zu erfolgen, die ähnliche Tätigkeiten ausüben, und unter ähnlichen Bedingungen arbeiten;

16° die auf Erzeugungseinheiten anwendbaren Tarife für die Benutzung eines Verteilernetzes können je nach der in diesen Einheiten benutzten Technologie und ihrem Inbetriebnahmedatum differenziert werden. Diese Tarife werden unter Berücksichtigung jedes von der CWaPE als relevant erachteten Kriteriums bestimmt, wie z.B. ein Vergleich mit Nachbarländern im Einvernehmen mit allen Akteuren, um die Energieversorgungssicherheit des Landes durch einen Verlust der Wettbewerbsfähigkeit der betroffenen Produktionseinheiten nicht zu gefährden. In dem Tarifvorschlag, dem ein Haushaltsplan beigelegt wird, begründet der Betreiber des Verteilernetzes diese Differenzierungen;



17° die ggf. auferlegten oder von den Betreibern eines Verteilernetzes unternommenen Anstrengungen zur Erhöhung der Produktivität dürfen weder die Qualität der Netze, noch die Sicherheit von Personen oder Gütern, die Kontinuität der Versorgung oder die wirtschaftliche Lebensfähigkeit der Betreiber eines Verteilernetzes kurz- oder langfrist gefährden;

18° die Quersubventionierung zwischen regulierten nicht regulierten Tätigkeiten wird untersagt;

19° die Tarifmethodik kann die Betreiber eines Verteilernetzes dazu anregen, die Ziele in Sachen Leistungsfähigkeit zu erfüllen, die Integration des Marktes und die Versorgungssicherheit zu fördern, und die für ihre regulierten Tätigkeiten notwendige Forschung und Entwicklung zu führen, insbesondere unter Berücksichtigung ihrer von der CWaPE gebilligten Anpassungspläne;

20° die Tarife zielen darauf ab, ein Gleichgewicht zwischen der Qualität der erbrachten Dienstleistungen und den von den Endverbrauchern zu tragenden Preisen herzustellen;

21° der Betreiber eines Verteilernetzes wälzt die Kosten für die Benutzung des Stromübertragungsnetzes über, und passt diese Kosten an, sobald die zuständige Regulierungsstelle seine Tarife geändert hat. Die CWaPE billigt und prüft diese Kosten, die mittels spezifischer Tarif Tabellen nach dem in Artikel 15 § 4 beschriebenen Verfahren weiter verrechnet werden. Diese Regel ist nicht anwendbar, wenn besondere Gesetzesvorschriften ihre Rechnungsstellung direkt durch ein anderes Organ als der Betreiber eines Verteilernetzes auferlegen.

**Art. 5** - Nach Stellungnahme der CWaPE kann die Regierung die Grundsätze nach Artikel 4 § 2 näher bestimmen.

Diese näheren Bestimmungen sind für den Regulierungszeitraum nach ihrer Annahme anwendbar, unter der Bedingung, dass sie mindestens zwei Jahre vor dem Anfang des betreffenden Regulierungszeitraums im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht werden.

**Art. 6** - Die CWaPE prüft die Kosten der Betreiber eines Verteilernetzes auf der Grundlage der anwendbaren Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen und der für den entsprechenden Zeitraum gültigen Tarifmethodik.

Die Buchhaltung der Betreiber eines Verteilernetzes wird nach einem für jede Aktivität einheitlichen analytischen Kontenplan geführt. Die CWaPE kann gegebenenfalls anschließend an eine gemäß Artikel 2 § 3 geführte Konzertierung zwischen Betreibern eines Verteilernetzes ein Muster für den analytischen Kontenplan annehmen.

### Titel 3 - Verfahren für die Billigung

#### KAPITEL I — Allgemeine Grundsätze

**Art. 7** - § 1. Die Betreiber eines Verteilernetzes erstellen ihre Tarifvorschläge und Jahresberichte unter Einhaltung der von der CWaPE festgelegten Tarifmethodik, und führen sie unter Einhaltung des zu diesem Zweck vorgesehenen Einführungs- und Billigungsverfahrens ein.

Die CWaPE untersucht den Tarifvorschlag, die Jahresberichte und die sich daraus ergebenden Saldi, beschließt ihre Billigung und teilt dem Betreiber des Verteilernetzes ihre begründeten Beschlüsse mit, dies unter Einhaltung des zu diesem Zweck vorgesehenen Einführungs- und Billigungsverfahrens.

§ 2. Das Tarif-Einführungs- und Billigungsverfahren wird in der Tarifmethodik bestimmt. Wenn bei der in Artikel 2 § 2 vorgesehenen Konzertierung zwischen der CWaPE und den Betreibern eines Verteilernetzes über diesen Punkt kein Einvernehmen zustande kommt, wird das anwendbare Verfahren in den Artikeln 9 bis 15 bestimmt.

§ 3. Die Tarifmethodik bestimmt das Kontrollverfahren für die Tarife betreffend die Betriebsergebnisse für das abgelaufene Betriebsjahr. Wenn bei der in Artikel 2 § 2 erwähnten Konzertierung zwischen der CWaPE und den Betreibern eines Verteilernetzes über diesen Punkt kein Einvernehmen zustande kommt, wird das anwendbare Verfahren in den Artikeln 16 bis 17 bestimmt.

**Art. 8** - Das erste Jahr des betreffenden Regulierungszeitraums wird "Jahr n" genannt.

Das Verfahren zur Billigung des Tarifvorschlags des Netzbetreibers besteht aus zwei aufeinanderfolgenden Phasen:

1° das Verfahren zur Billigung des Vorschlags zum Gesamteinkommen;

2° das Verfahren zur Billigung der Vorschläge zu den periodischen und nicht periodischen Tarifen.

Die zweite Phase fängt an, wenn die erste Phase durch einen Billigungsbeschluss der CWaPE abgeschlossen wird.

#### KAPITEL II — Verfahren für die Billigung des Gesamteinkommens

**Art. 9** - § 1. Der Betreiber eines Verteilernetzes unterbreitet der CWaPE spätestens am 1. Januar des Jahres n-1 seinen Vorschlag zum Gesamteinkommen für den folgenden Regulierungszeitraum, in der Form der von der CWaPE festgelegten Berichtsvorlage mit ihren Anlagen, nach einer Konzertierung mit den Betreibern eines Verteilernetzes.

Der Vorschlag zum Gesamteinkommen sowie jeder Austausch von Dokumenten im Rahmen der Prüfung dieses Vorschlags werden nach den Modalitäten stattfinden, die in der Tarifmethodik festgelegt sind, nach einer Konzertierung mit den Betreibern eines Verteilernetzes.

§ 2. Spätestens am letzten Tag von Februar des Jahres n-1 bestätigt die CWaPE dem Betreiber des Verteilernetzes, ob die Akte vollständig oder unvollständig ist; in letzterem Falle übermittelt sie ihm eine Liste mit ergänzenden Fragen. Die CWaPE bestimmt, welche Elemente anzupassen sind, um es dem Betreiber des Verteilernetzes zu ermöglichen, einen geeigneten Vorschlag einzureichen.

§ 3. Der Betreiber des Verteilernetzes übermittelt der CWaPE die Antworten auf die ergänzenden Fragen spätestens am 15. April des Jahres n-1. Gegebenenfalls unterbreitet er Vorschläge zur Haushaltsanpassung für den nächsten Regulierungszeitraum.

§ 4. Die CWaPE informiert den Betreiber des Verteilernetzes über ihren Beschluss zur Billigung oder Ablehnung des gegebenenfalls angepassten Vorschlags zum Gesamteinkommen spätestens am 31. Mai des Jahres n-1.

**Art. 10** - § 1. Falls die CWaPE den angepassten Vorschlag des Netzbetreibers zum Gesamteinkommen ablehnt, gibt sie in ihrem Ablehnungsbeschluss ausführlich die Elemente an, die ihren Beschluss begründet haben.

In diesem Fall kann der Netzbetreiber der CWaPE seine Einwände binnen dreißig Tagen nach dem Empfang des Beschlusses mitteilen. Die Einwände werden der CWaPE nach Modalitäten übermittelt, die in der Tarifmethodik festgelegt sind.

Der Betreiber des Verteilernetzes wird auf seinen Antrag hin innerhalb von zwanzig Tagen nach dem Empfang des Ablehnungsbeschlusses der CWaPE angehört.

Der Betreiber des Verteilernetzes übermittelt der CWaPE seinen revidierten Vorschlag zum Gesamteinkommen spätestens am 30. Juni des Jahres n-1.

Die CWaPE informiert den Betreiber des Verteilernetzes über ihren Beschluss zur Billigung oder Ablehnung des revidierten Vorschlags zum Gesamteinkommen spätestens am 31. August des Jahres n-1.

§ 2. Wenn die CWaPE den revidierten Vorschlag zum Gesamteinkommen ablehnt, gibt sie ausführlich die Elemente an, die ihren Beschluss begründet haben, und legt die vorläufigen Tarife des Netzbetreibers fest, die ab dem 1. Januar des Jahres n gelten werden.

Der Betreiber des Verteilernetzes kann nach in der Tarifmethodik festgelegten Modalitäten einen neuen Vorschlag zum Gesamteinkommen unterbreiten. Ist dies nicht der Fall, so gelten die von der CWaPE festgelegten vorläufigen Tarife, bis dass alle Einwände des Betreibers des Verteilernetzes oder der CWaPE ausgeschöpft sind, oder bis dass eine Einigung zwischen der CWaPE und dem Betreiber des Verteilernetzes über die streitigen Punkte zustande gekommen ist.

### KAPITEL III — Verfahren für die Billigung der Tarife

**Art. 11** - § 1. 1° Wenn die CWaPE anschließend an das Verfahren nach Artikel 9 den Vorschlag zum Gesamteinkommen gebilligt hat, übermittelt der Betreiber des Verteilernetzes der CWaPE spätestens am 1. September des Jahres n-1 seine Vorschläge zu den periodischen und nicht periodischen Tarifen für den folgenden Regulierungszeitraum, die so berechnet wurden, dass das von der CWaPE ordnungsgemäß gebilligte Gesamteinkommen strikt abgedeckt wird.

2° Die CWaPE informiert den Betreiber des Verteilernetzes spätestens am 30. September des Jahres n-1, ob die Vorschläge zu den periodischen und nicht periodischen Tarifen vollständig oder unvollständig sind; in letzterem Falle übermittelt sie ihm eine Liste mit ergänzenden Fragen. Die CWaPE bestimmt, welche Elemente anzupassen sind, um es dem Betreiber des Verteilernetzes zu ermöglichen, einen geeigneten Vorschlag einzureichen.

3° Der Betreiber des Verteilernetzes übermittelt der CWaPE die Antworten auf die ergänzenden Fragen spätestens am 31. Oktober des Jahres n-1. Gegebenenfalls unterbreitet er angepasste Vorschläge zu den periodischen und/oder nicht periodischen Tarifen.

4° Die CWaPE informiert den Betreiber des Verteilernetzes über ihren Beschluss zur Billigung oder Ablehnung der gegebenenfalls angepassten Vorschläge zu den periodischen und nicht periodischen Tarifen spätestens am 30. November des Jahres n-1.

5° Falls die CWaPE die Vorschläge zu den periodischen und/oder nicht periodischen Tarifen ablehnt, gibt sie ausführlich die Elemente an, die ihren Ablehnungsbeschluss begründet haben. Die CWaPE kann den Netzbetreiber ersuchen, seine periodischen und nicht periodischen Tarife abzuändern, damit diese verhältnismäßig und nicht diskriminierend sind.

6° Die CWaPE veröffentlicht den Fortschritt des Verfahrens zur Billigung der Tarife auf transparente Weise auf ihrer Website.

§ 2. Die von der CWaPE ordnungsgemäß gebilligten periodischen und nicht periodischen Tarife sind grundsätzlich ab dem 1. Januar des Jahres n anwendbar.

§ 3. Die CWaPE sorgt für die Veröffentlichung ihrer Beschlüsse zur Billigung oder Ablehnung der gegebenenfalls angepassten Vorschläge zu den periodischen und nicht periodischen Tarifen sowie der ordnungsgemäß gebilligten periodischen und nicht periodischen Tarife und dies für jedes Jahr des Regulierungszeitraums.

**Art. 12** - § 1. 1° Wenn die CWaPE anschließend an das Verfahren nach Artikel 10 § 1 den revidierten Vorschlag zum Gesamteinkommen gebilligt hat, werden die am 31. Dezember des Jahres n-1 gültigen periodischen und nicht periodischen Tarife für den Monat Januar des Jahres n verlängert.

Der Betreiber des Verteilernetzes übermittelt der CWaPE spätestens am 1. Oktober des Jahres n-1 seine Vorschläge zu den periodischen und nicht periodischen Tarifen für den folgenden Regulierungszeitraum, die so berechnet wurden, dass die von der CWaPE ordnungsgemäß gebilligten Haushaltsbeträge strikt abgedeckt werden.

2° Die CWaPE informiert den Betreiber des Verteilernetzes spätestens am 31. Oktober des Jahres n-1, ob die Vorschläge zu den periodischen und nicht periodischen Tarifen vollständig oder unvollständig sind; in letzterem Falle übermittelt sie ihm eine Liste mit ergänzenden Fragen. Die CWaPE bestimmt, welche Elemente anzupassen sind, um es dem Betreiber des Verteilernetzes zu ermöglichen, einen geeigneten Vorschlag einzureichen.

3° Der Betreiber des Verteilernetzes übermittelt der CWaPE die Antworten auf die ergänzenden Fragen spätestens am 30. November des Jahres n-1, nach in der Tarifmethodik der CWaPE festgelegten Modalitäten. Gegebenenfalls unterbreitet er angepasste Vorschläge zu den periodischen und/oder nicht periodischen Tarifen.

4° Die CWaPE informiert den Betreiber des Verteilernetzes über ihren Beschluss zur Billigung oder Ablehnung der gegebenenfalls angepassten Vorschläge zu den periodischen und nicht periodischen Tarifen spätestens am 15. Januar des Jahres n.

§ 2. Die von der CWaPE ordnungsgemäß gebilligten periodischen und nicht periodischen Tarife sind ab dem 1. Februar des Jahres n anwendbar.

§ 3. Die CWaPE sorgt für die Veröffentlichung ihrer Beschlüsse zur Billigung oder Ablehnung der gegebenenfalls angepassten Vorschläge zu den periodischen und nicht periodischen Tarifen sowie der ordnungsgemäß gebilligten periodischen und nicht periodischen Tarife und dies für jedes Jahr des Regulierungszeitraums.

§ 4. Die CWaPE informiert die Energieversorger spätestens am 30. September des Jahres n-1 über die erwarteten Anpassungen in der Tarifstruktur.

**Art. 13** - Das Datum des 1. Januars des Jahres n-1 nach Artikel 9 kann auf den ersten Tag des Monats eines folgenden Quartals verschoben werden. In diesem Fall werden die in den Artikeln 9 bis 12 genannten Fristen dementsprechend angepasst, und werden die Fälligkeiten entsprechend verschoben.

### KAPITEL IV — Übergangstarife und Revision

**Art. 14** - Wenn der Betreiber eines Verteilernetzes seine Verpflichtungen innerhalb der Fristen nach Artikel 8 bis 13 nicht einhält, so gelten von der CWaPE festgelegte vorläufige Tarife, bis dass alle Einwände des Betreibers des Verteilernetzes oder der CWaPE ausgeschöpft sind, oder bis dass eine Einigung zwischen der CWaPE und dem Betreiber des Verteilernetzes über die streitigen Punkte zustande gekommen ist.

Wenn die CWaPE beschlossen hat, die Vorschläge zu periodischen und/oder nicht periodischen Tarifen abzulehnen, so gelten von der CWaPE festgelegte vorläufige Tarife, bis dass alle Einwände des Betreibers des Verteilernetzes oder der CWaPE ausgeschöpft sind, oder bis dass eine Einigung zwischen der CWaPE und dem Betreiber des Verteilernetzes über die streitigen Punkte zustande gekommen ist.

Nach einer Konzertierung mit dem Betreiber des Verteilernetzes kann die CWaPE geeignete Ausgleichsmaßnahmen bestimmen, wenn die endgültigen Tarife von diesen Übergangstarifen abweichen.

**Art. 15 - § 1.** Die Tarife können im Laufe eines Regulierungszeitraums revidiert werden, um folgende Elemente mit einzubeziehen:

1° jede Änderung des Föderalbeitrags, der Verpflichtungen des öffentlichen Dienstes, oder einer Steuer, einer Abgabe oder eines Tarifaufschlags. Der Betreiber des Verteilernetzes reicht bei der CWaPE eine neue Tariftabelle ein, mit den geänderten Steuern, Abgaben oder Tarifaufschlägen. Die CWaPE prüft die Genauigkeit der vorgeschlagenen Tarife. Werden Letztere abgelehnt, so reicht der Betreiber des Verteilernetzes eine neue Tariftabelle ein.

Unter der Voraussetzung, dass die Tariftabelle vorerst gebilligt wurde, wird sie spätestens zwanzig Werktage nach dem Datum des Versands durch den Betreiber des Verteilernetzes der letzten, von der CWaPE gebilligten Fassung der Tariftabelle veröffentlicht.

2° die kumulierten Regulierungsaktiva oder -passiva, sobald sie fünf Prozent des Jahresertrags des Netzbetreibers für das Jahr vor dem laufenden Jahr überschreiten; dies erfolgt mittels eines Anpassungsmechanismus nach in der Tarifmethodik festgelegten Modalitäten.

§ 2. Im Falle eines Übergangs zu neuen Dienstleistungen und/oder einer Anpassung von bestehenden Dienstleistungen kann der Betreiber eines Verteilernetzes im Laufe eines Regulierungszeitraums und zwar während der in der Tarifmethodik bestimmten Frist, während deren die Anpassungsanträge eingereicht werden können, der CWaPE einen aktualisierten Tarifvorschlag zur Begutachtung unterbreiten. Dieser aktualisierte Tarifvorschlag berücksichtigt den von der CWaPE gebilligten Tarifvorschlag, ohne die Integrität der bestehenden Tarifstruktur zu beeinträchtigen. Der Betreiber des Verteilernetzes reicht den aktualisierten Vorschlag ein und die CWaPE bearbeitet ihn unter Einhaltung des in der Tarifmethodik festgelegten Verfahrens.

§ 3. Wenn im Laufe eines Regulierungszeitraums außergewöhnliche Umstände unabhängig vom Willen des Betreibers des Verteilernetzes auftreten, kann dieser zu jedem Zeitpunkt des Regulierungszeitraums der CWaPE einen begründeten Antrag zur Revision seines Tarifvorschlages für die folgenden Jahre des Regulierungszeitraums unterbreiten. Diese außergewöhnlichen Umstände müssen einen erheblichen Einfluss auf die Finanzlage des Netzbetreibers haben, in Übereinstimmung mit in der Tarifmethodik bestimmten Kriterien.

Der Betreiber des Verteilernetzes reicht den begründeten Antrag zur Revision des Tarifvorschlages ein und die CWaPE bearbeitet ihn nach dem in der Tarifmethodik festgelegten Verfahren.

Der Betreiber des Verteilernetzes übermittelt der CWaPE seine angepassten Tarifvorschläge schnellstmöglich nach dem Auftreten der außergewöhnlichen Umstände. Der Beschluss der CWaPE wird spätestens binnen drei Monaten nach der Übermittlung der Tarifvorschläge durch den Betreiber des Verteilernetzes gefasst.

§ 4. Unbeschadet der Kostenkontrolle auf der Grundlage der anwendbaren Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen billigt die CWaPE die Vorschläge zur Anpassung der Tarife des Betreibers eines Verteilernetzes anschließend an die Änderung seiner Verpflichtungen öffentlichen Dienstes, der Übertragungskosten, des Föderalbeitrags und sonstiger föderaler oder regionaler Tarifaufschläge sowie der ihm auferlegten Steuern, Abgaben und Beiträge jeglicher Art. Der Betreiber des Verteilernetzes übermittelt der CWaPE seine Tarifvorschläge schnellstmöglich nach der Verabschiedung neuer relevanter Bestimmungen oder einer Änderung der Übertragungskosten. Der Beschluss der CWaPE wird spätestens binnen drei Monaten nach der Übermittlung der Tarifvorschläge durch den Betreiber eines Verteilernetzes gefasst.

§ 5. Wenn die Anwendung der Tarife im Laufe eines Regulierungszeitraums als unverhältnismäßig und diskriminierend erscheint, oder zu erheblichen Saldi führt, kann die CWaPE die Betreiber eines Verteilernetzes ersuchen, ihre Tarife so zu ändern, dass sie wieder verhältnismäßig sind und auf nicht diskriminierende Weise angewendet werden.

#### KAPITEL V — *Regulierungssaldi*

**Art. 16 - § 1.** Der Betreiber eines Verteilernetzes unterbreitet der CWaPE spätestens am 30. Juni eines jeden Jahres einen jährlichen Tarifbericht über die Betriebsergebnisse betreffend das abgelaufene Betriebsjahr, in der Form der von der CWaPE im Einvernehmen mit den Betreibern eines Verteilernetzes festgelegten Berichtvorlage.

§ 2. Die CWaPE informiert den Betreiber des Verteilernetzes spätestens am 31. August eines jeden Jahres über ihre Fragen und die zusätzlichen, vom Betreiber des Verteilernetzes mitzuteilenden zusätzlichen Angaben.

§ 3. Der Betreiber des Verteilernetzes übermittelt seine Antworten und zusätzlichen Angaben spätestens am 15. September eines jeden Jahres

§ 4. Die CWaPE informiert den Betreiber des Verteilernetzes spätestens am 15. Oktober eines jeden Jahres über ihren vorläufigen Beschluss hinsichtlich der Kontrolle der Berechnung der Saldi betreffend das vorhergehende Betriebsjahr.

Wird die Berechnung der Saldi abgelehnt, hebt die CWaPE die Punkte hervor, auf die sich ihre Ablehnung bezieht, und sowie die Punkte, die der Netzbetreiber anpassen muss, damit die CWaPE alle Saldi billigen kann.

§ 5. Wenn die CWaPE die Berechnung der Saldi ablehnt, reicht der Netzbetreiber spätestens am 31. Oktober einen angepassten jährlichen Bericht ein. Auf Anfrage des Netzbetreibers hört die CWaPE ihn binnen dieser Frist an.

§ 6. Die CWaPE informiert den Netzbetreiber über ihren Beschluss zur endgültigen Billigung oder Ablehnung der Saldi spätestens am 1. Dezember.

§ 7. Der in den oben stehenden Paragraphen festgelegte Kalender kann im Einvernehmen zwischen der CWaPE und dem Betreiber des Verteilernetzes angepasst werden.

**Art. 17 -** Die CWaPE gewährleistet die jährliche Veröffentlichung ihrer Beschlüsse zur Billigung oder Ablehnung der Saldi, wobei sie für die Wahrung der Vertraulichkeit der geschäftlich sensiblen Informationen über Netzbetreiber, Energieversorger oder Netzbenutzer, der persönlichen Daten und/oder der Daten, deren Vertraulichkeit kraft spezifischer Gesetzesvorschriften zu schützen ist, sorgt.

#### KAPITEL VI — *Bekanntmachung und spezifische Bestimmungen*

**Art. 18 -** Die CWaPE veröffentlicht die Tarife auf ihrer Website binnen drei Werktagen nachdem sie gebilligt wurden, und lässt sie dort stehen, wobei sie für die Wahrung der Vertraulichkeit der geschäftlich sensiblen Informationen über Netzbetreiber, Energieversorger oder Netzbenutzer, der persönlichen Daten und/oder der Daten, deren Vertraulichkeit kraft spezifischer Gesetzesvorschriften zu schützen ist, sorgt.

Die Betreiber eines Verteilernetzes teilen den Benutzern ihrer Netze schnellstmöglich die anzuwendenden Tarife mit, und stellen sie jeder Person, die einen entsprechenden Antrag stellt, insbesondere über ihre Website, zur Verfügung. Die angewandten Tarife dürfen keine rückwirkende Kraft haben, und zwecks ihres Inkrafttretens wird mit Hinblick auf die Energieversorger eine vernünftige Implementierungszeit eingeplant.

**Art. 19** - Wenn ein Beschluss der CWaPE zwecks der Billigung von durch einen Betreiber eines Verteilernetzes anzuwendenden Tarifen von dem zuständigen Rechtsprechungsorgan für nichtig erklärt wird, sind die am 31. Dezember des Jahres n-1 geltenden Tarife anwendbar, bis dass Tarife gemäß Artikel 7 bis 17 gültig gebilligt sind.

**Art. 20** - In seinen Rechnungen an den Endverbraucher berücksichtigt der Energieversorger die von der CWaPE gebilligten Netztarife und zahlt dem Netzbetreiber die gesamten Beträge zurück, die er ihm für die Benutzung des Netzes schuldet, einschließlich der bei den Endverbrauchern nicht eingezogenen Beträge.

**Art. 21** - Die CWaPE kann für eine zeitlich begrenzte Dauer spezifische Markt- und Tarifregeln annehmen, die für begrenzte geographische oder elektrische Gebiete gelten, die eigens für die Verwirklichung innovativer Pilotprojekte entwickelt werden, insbesondere für die Entwicklung von Lösungen zur Problematik des Anschlusses von dezentralen Produktionseinheiten an die Verteilernetze.

**Art. 22** - Die CWaPE übermittelt dem Wallonischen Parlament spätestens fünf Tage nach dem Billigungsbeschluss des Direktionsausschusses der CWaPE die Tarifmethodik, die gesamten Unterlagen zur Konzertierung mit den Betreibern eines Verteilernetzes sowie alle Dokumente, die sie zur Begründung ihres Beschlusses zur Tarifmethodik als erforderlich erachtet, wobei sie für die Wahrung der Vertraulichkeit der geschäftlich sensiblen Informationen über Energieversorger, Betreiber eines Verteilernetzes oder Netzbenutzer, der persönlichen Daten und/oder der Daten, deren Vertraulichkeit zu schützen ist, sorgt. Das Parlament hört die Parteien an und erstellt die Empfehlungen.

#### Titel 4 — Änderungs- und Aufhebungsbestimmungen

**Art. 23** - In Artikel 14 § 1 Absatz 2 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, abgeändert durch das Dekret vom 11. April 2014, wird "2015-2016" durch "2015 bis, frühestens, 2017" ersetzt.

**Art. 24** - In Artikel 66 Ziffer 3 desselben Dekrets wird "2015-2016" durch "2015 bis, frühestens, 2017" ersetzt.

**Art. 25** - Artikel 14 § 1 und Artikel 66 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, abgeändert durch das Dekret vom 11. April 2014, werden an einem von der Regierung festgelegten Datum, frühestens am 1. Januar 2018, aufgehoben.

In Ermangelung einer von der Elektrizitäts- und Gasregulierungskommission ("CREG") spätestens am 1. Januar 2017 getroffenen Entscheidung bestimmt die CWaPE die Höhe und/oder die Zuweisung der Regulierungssaldi der Jahre vor dem Inkrafttreten von neuen, von der CWaPE genehmigten Tarifen. Außer im Falle einer ausdrücklichen Vereinbarung zwischen der CWaPE und dem Betreiber eines Verteilernetzes werden diese Saldi der Vergangenheit zum 31. Dezember 2022 vollständig abgerechnet. Die Regel betreffend die Tatsache, dass die nicht zu verwaltenden Saldi den Tarifen und die zu verwaltenden Saldi dem Ergebnis des Geschäftsjahres zugewiesen werden, bleibt weiterbestehen.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 19. Januar 2017

Der Ministerpräsident

P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe

M. PREVOT

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien

J.-Cl. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie

P. FURLAN

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz

C. DI ANTONIO

Die Ministerin für Beschäftigung und Ausbildung

E. TILLIEUX

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

C. LACROIX

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten,  
Tourismus und Flughäfen, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

—  
Fußnote

(1) Sitzung 2015-2016

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 576 (2015-2016) Nrn. 1 bis 8.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 18. Januar 2017

Diskussion.

Abstimmung.

—  
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/200510]

**19 JANUARI 2017. — Decreet betreffende de tariefmethodologie die van toepassing is op gas- en elektriciteitsdistributienetbeheerders (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Titel 1. — Definities

**Artikel 1.** De begripsbepalingen van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt en van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt zijn van toepassing op dit decreet.



Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder:

1° geregleerde activiteiten: de activiteiten gebonden aan de investeringen en aan het beheer van de infrastructuur van de netten alsook aan de openbare dienstverplichtingen bepaald bij en krachtens de in het eerste lid bedoelde decreten met inbegrip van de aansluiting en de toegang tot het distributienet voor de afname en de injectie van energie, de tellingsdiensten en, in voorkomend geval, de nevendiensten;

2° totaal inkomen: het bedrag overeenstemmend met de producten betreffende alleen de geregleerde activiteiten en gebudgetteerd door de distributienetbeheerder voor de betrokken regulatoire periode. De bestanddelen van dit bedrag worden in de tariefmethodologie bepaald en worden door de CWaPE goedgekeurd. De voornaamste tariefcomponenten omvatten met name de exploitatie- en financiële kosten die nodig zijn voor de uitvoering van de opdrachten van de distributienetbeheerder, de openbare dienstverplichtingen, de afschrijvingen en buitenwerkingstellingen, de billijke vergoeding van de geïnvesteerde kapitalen, enigerlei belastingen, taksen en heffingen alsook de toeslagen toegepast op de tarieven van de distributienetbeheerders;

3° niet-periodiek tarief: het tarief voor de eenmalige aansluiting op het net, dat de strategie- en detailstudies gevoerd door de distributienetbeheerder, de uitvoering en de wijziging van aansluitingen alsook de vervanging van meters en punctuele specifieke dienstverleningen beoogt;

4° periodiek tarief: het tarief waarmee het gebruik en het beheer van het net kunnen worden gefinancierd. Dat tarief kan worden gefactureerd volgens verschillende parameters bepaald door de tariefmethodologie.

## Titel 2. — Tariefmethodologie

**Art. 2.** § 1. De bepalingen van dit decreet zijn toepasselijk op de goedkeuring van de tarieven voor de gas- en elektriciteitsdistributie die na 31 december 2017 in werking treden.

In afwijking van het eerste lid zijn de bepalingen van de artikelen 16, 17 en 21 van toepassing zodra dit decreet in werking treedt.

§ 2. De CWaPE keurt respectievelijk de tarieven goed voor de elektriciteitsdistributie en voor de gasdistributie op grond van de begrotingen en tariefvoorstellen afkomstig van de distributienetbeheerder. Het tariefvoorstel van de distributienetbeheerder wordt vastgesteld met inachtneming van een tariefmethodologie en op grond van de modellen van verslagen. De tariefmethodologie die de modellen van verslagen omvat, wordt door de CWaPE aangenomen na overleg met de betrokken distributienetbeheerders en na raadpleging van het publiek.

§ 3. Het in § 2 bedoelde overleg met de distributienetbeheerders maakt het voorwerp uit van een uitdrukkelijk, transparant en niet-discriminerend akkoord tussen de CWaPE en de beheerders.

Bij gebrek aan akkoord wordt het overleg minstens gehouden als volgt:

1° de CWaPE verstuurt binnen vijftien dagen vóór de vergaderingen de oproeping op de bedoelde overlegvergaderingen alsook de documenten betreffende de agendapunten van die vergaderingen naar de distributienetbeheerders.

De oproeping vermeldt de plaats, de datum en het uur van de vergadering alsook de agendapunten;

2° na de vergadering stelt de CWaPE een ontwerp van notulen op waarin de argumenten worden opgenomen die naar voren werden geschoven door de verschillende partijen en de vastgestelde punten waarover overeenstemming en waarover geen overeenstemming bestond;

3° ze verzendt dit ontwerp van notulen ter goedkeuring naar de distributienetbeheerder binnen een termijn van vijftien dagen na de vergadering;

4° binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van de door de partijen goedgekeurde notulen van de CWaPE, versturen de distributienetbeheerders, indien nodig na overleg te hebben gepleegd, hun formeel advies over de tariefmethodologie en de modellen van verslagen die het resultaat zijn van dit overleg, naar de CWaPE, waarbij desgevallend de eventuele resterende punten waarover geen overeenstemming werd bereikt, worden benadrukt.

**Art. 3.** § 1. De tariefmethodologie preciseert:

1° de kostencategorieën die door de tarieven worden gedekt en hun definitie;

2° de regels van de evolutie in de tijd van de kostencategorieën bedoeld in 1°, met inbegrip van de methode voor de bepaling van de parameters die zijn opgenomen in de evolutieformules;

3° de regels voor de toewijzing van de kosten aan de categorieën van netgebruikers met inachtneming, in voorkomend, geval van de principes die overeenkomstig artikel 5 door de Regering worden bepaald;

4° de algemene tariefstructuur en de tariefcomponenten met inachtneming, in voorkomend, geval van de principes die overeenkomstig artikel 5 door de Regering worden bepaald;

5° de parameters die nuttig zijn voor de bepaling van de tarieven en hun definitie.

§ 2. De CWaPE publiceert op haar website de toepasselijke tariefmethodologie en de relevante stukken met betrekking tot het overleg die zij nuttig acht voor de motivering van haar beslissing betreffende de tariefmethodologie, met inachtneming van de vertrouwelijkheid van commercieel gevoelige gegevens betreffende netbeheerders, leveranciers of de netgebruikers, persoonsgegevens en/of gegevens waarvan de vertrouwelijkheid wordt beschermd krachtens bijzondere wetgevingen.

§ 3. De netbeheerder beschikt over een termijn van vier maanden vanaf de kennisgeving per aangetekend schrijven van de beslissing van de CWaPE betreffende de tariefmethodologie om zijn tariefvoorstel vast te stellen.

Deze tariefmethodologie blijft geldig gedurende de hele regulatoire periode, met inbegrip van de eindbalans van de saldi die betrekking heeft op deze periode. Tijdens de regulatoire periode zijn wijzigingen van de tariefmethodologie van toepassing behoudens uitdrukkelijk transparant en niet-discriminerend akkoord tussen de CWaPE en de distributienetbeheerders.

§ 4. De tariefmethodologie bepaalt de inhoud alsook de modaliteiten en de procedure voor de vaststelling, de overmaking en de goedkeuring van de jaarlijkse verslagen en andere informatie meegedeeld aan de CWaPE om een controle op de tarieven mogelijk te maken.

**Art. 4.** § 1. De CWaPE stelt een tariefmethodologie op en oefent haar tariefbevoegdheid uit om aldus een stabiele en voorzienbare regulering te bevorderen die bijdraagt tot de goede werking van de vrijgemaakte markt en die de distributienetbeheerders in staat stelt de noodzakelijke investeringen in hun distributienetten uit te voeren. Ze handhaaft de coherentie van de beslissingen genomen tijdens de vorige regulatoire periodes inzake de waarde van de geregleerde activa.

De CWaPE oefent haar tariefbevoegdheid uit, rekening houdend met het algemene energiebeleid zoals gedefinieerd op Europees, federaal en gewestelijk niveau.

§ 2. De tariefmethodologie leeft de volgende principes na:

1° de tariefmethodologie moet exhaustief en transparant zijn teneinde het de distributienetbeheerders mogelijk te maken om hun tariefvoorstellen op deze enkele basis op te stellen. Ze omvat een eerste fase voor de goedkeuring van het totaal inkomen en een tweede fase voor de goedkeuring van de tarieven. Ze bevat de elementen die verplicht moeten voorkomen in het tariefvoorstel en ze definieert rapporteringmodellen die moeten worden gebruikt door de distributienetbeheerders. De eventuele criteria voor de verwerping van bepaalde kosten zijn niet-discriminerend en transparant;

2° de tariefmethodologie maakt het de distributienetbeheerders op redelijke wijze mogelijk om de uitoefening van hun wettelijke en reglementaire verplichtingen op de voordeligste wijze ten opzichte van de kosten te financieren;

3° de tariefmethodologie bepaalt de duur van de regulatoire periode met een stabiliteitsdoelstelling. De jaarlijkse tarieven die daaruit voortvloeien worden overeenkomstig de voor die periode toepasselijke tariefmethodologie bepaald;

4° de tariefmethodologie maakt de evenwichtige ontwikkeling mogelijk van de distributienetten, in overeenstemming met de verschillende aanpassings- en investeringsplannen van de distributienetbeheerders zoals goedgekeurd door de CWaPE;

5° de tarieven zorgen optimaal voor de volgende evenwichten:

a) ze zijn transparant, niet-discriminerend en evenredig;

b) ze weerspiegelen de structuur van de netkosten en garanderen een billijke en transparante verdeling van de door het net aan de netgebruikers aangeboden diensten met inachtneming van de technologische ontwikkelingen zoals de opslag en de ontwikkeling van de gedecentraliseerde productie;

c) ze bevorderen de ontwikkeling en een optimale dimensionering van de netinfrastructuren en zetten tot het optimale gebruik van hun capaciteiten door de gebruikers aan;

d) ze bevorderen het slim beheer van de netten, de opnemings van de gedecentraliseerde producties, de flexibele toegang, het rationeel gebruik van energie en van de infrastructures alsook de energie-efficiëntie en en belemmeren de actieve beheersing van de vraag niet;

6° de tariefmethodologie zorgt voor de transparante en billijke bijdrage van de eindafnemers, voor wat betreft het gebruik van het net, tot de kosten voor het netgebruik alsook tot de belastingen, toeslagen en andere gereguleerde kosten;

7° de verschillende tarieven zijn uniform op het grondgebied van de distributienetbeheerder of in de zones overeenstemmend met de grondgebieden die op 31 december 2012 door de distributienetbeheerders waren bediend;

8° de billijke vergoeding van in de gereguleerde activa geïnvesteerde kapitalen moet de distributienetbeheerder in staat stellen om de noodzakelijke investeringen voor de uitoefening van zijn opdrachten te verwezenlijken en om de toegang tot de verschillende financieringsbronnen voor zijn activiteiten, de hernieuwing en de ontwikkeling van de infrastructures te waarborgen. De billijke vergoeding van het geïnvesteerde kapitaal garandeert de vennoten die in het distributienet hebben geïnvesteerd, een stabiel en voldoende rendementpercentage zodat de distributienetbeheerders zijn verplichtingen op lange termijn kan vervullen. Die vergoeding speelt op de marktverwachtingen voor activiteiten met een vergelijkbaar risicoprofiel in. De parameters die ze definiëren, met inbegrip van de financieringsstructuur, worden bepaald overeenkomstig vergelijkbare activiteiten in de aangrenzende landen;

9° de enigerlijk belastingen, taksen en heffingen en de toeslagen die worden opgelegd door de wettelijke of reglementaire bepalingen worden zo spoedig mogelijk toegevoegd aan de tarieven.

Die kosten die via specifieke tarieven worden doorgefactureerd, worden door de CWaPE overeenkomstig de procedure bedoeld in artikel 15, § 4, goedgekeurd en gecontroleerd. Die regel is niet toepasselijk indien een bijzondere wetgeving hun facturering rechtstreeks door een andere instelling dan de distributienetbeheerder oplegt;

10° de netto-kosten van de openbare dienstverleningen opgelegd door federale of gewestelijke bepalingen, die niet gedekt worden door toeslagen of specifieke rechten worden op transparante en niet-discriminerende wijze in de tarieven opgenomen. De CWaPE controleert het redelijke karakter van die kosten;

11° de afschrijving van de waarde van de gereguleerde activa verschaft een bijkomende autofinancieringsvermogen aan de netbeheerder om te kunnen voorzien in het geheel van de voor zijn opdrachten nodige investeringen;

12° de financiële lasten gebonden aan een externe financiering voor zover ze met de goede marktpraktijken aan de tarieven worden toegevoegd;

13° de aankopen van goederen en diensten verricht met inachtneming van de wetgeving op de overheidsopdrachten worden geacht tegen de marktprijs verricht te zijn onder voorbehoud, in voorkomend geval, van de beoordelingsbevoegdheid van de CWaPE die met name gegrond wordt op de terzake op Europees niveau waargenomen beste praktijken;

14° de positieve of negatieve regulatoire saldi tussen de opgegeven kosten met inbegrip van de in 8° bedoelde vergoeding en de ontvangsten die tijdens een regulatoire periode jaarlijks door de distributienetbeheerder worden geregistreerd, worden jaarlijks op transparante en niet-discriminerende wijze door laatstgenoemde berekend. Die saldi worden gecontroleerd en bekrachtigd door de CWaPE die bepaalt volgens welke modaliteiten ze in voorkomend geval gerecupereerd worden of via de tarieven teruggegeven worden;

15° elke methode voor de controle van de kosten gegrond op vergelijkende technieken houdt rekening met de objectieve verschillen die tussen de distributienetbeheerders bestaan en die niet op hun initiatief kunnen worden verwijderd. Iedere beslissing die gebruik maakt van vergelijkende technieken houdt rekening met de verleende diensten en is gebaseerd op homogene, transparante en betrouwbare gegevens. Elke vergelijking met andere netbeheerders wordt verricht tussen vennootschappen met gelijksoortige activiteiten en die in gelijke omstandigheden handelen;

16° de tarieven voor het gebruik van een distributienet die van toepassing zijn op productie-eenheden, kunnen verschillen naar gelang van de technologie van deze eenheden en van de datum van de ingebruikname ervan. Deze tarieven worden bepaald rekening houdend met ieder criterium dat door de CWaPE relevant wordt geacht, zoals een benchmarking met de buurlanden en in overleg met alle actoren, teneinde bevoorradingszekerheid van het land door een daling van de concurrentiekracht van de betrokken productie-eenheden niet in het gedrang te brengen. In het tariefvoorstel vergezeld van het budget motiveert de distributienetbeheerder deze verschillen;

17° de productiviteitsinspanningen die eventueel worden opgelegd of die door de netbeheerders worden verricht, mogen op lange of op korte termijn de veiligheid van personen en goederen noch de continuïteit van de levering of de economische levensvatbaarheid van de distributienetbeheerders in het gedrang brengen;

18° de kruissubsidiëring tussen gereguleerde en niet-gereguleerde activiteiten is niet toegelaten;

19° de tariefmethodologie kan de distributienetbeheerders ertoe aanzetten om aan de prestatiedoelstellingen te voldoen, de integratie van de markt en de bevoorradingszekerheid te bevorderen alsook aan onderzoek en ontwikkeling te doen die nodig zijn voor hun gereguleerde activiteiten rekening houdende met name met hun aanpassingsplannen zoals goedgekeurd door de CWaPE;

20° de tarieven strekken ertoe een juist evenwicht te bieden tussen de kwaliteit van de gepresteerde diensten en de prijzen die door de eindafnemers worden gedragen;

21° de kosten voor het gebruik van het elektriciteitstransmissienet worden door de distributienetbeheerder doorberekend en onmiddellijk vanaf de wijziging van zijn tarieven door de bevoegde regulator aangepast. Die kosten die via specifieke tarieven worden doorgefactureerd, worden door de CWaPE overeenkomstig de procedure bedoeld in artikel 15, § 4, goedgekeurd en gecontroleerd. Die regel is niet toepasselijk indien een bijzondere wetgeving hun facturering rechtstreeks door een andere instelling dan de distributienetbeheerder oplegt.

**Art. 5.** Na advies van de CWaPE kan de Regering de in artikel 4, § 2, bedoelde principes nader bepalen.

Deze bepalingen zijn voor de regulatoire periode na hun goedkeuring van toepassing op voorwaarde dat ze in het *Belgisch Staatsblad* minstens twee jaar voor het begin van de betrokken regulatoire periode bekendgemaakt worden.

**Art. 6.** De CWaPE controleert de kosten van de distributienetbeheerders op grond van de toepasselijke wettelijke en reglementaire bepalingen.

De boekhouding van de distributienetbeheerders wordt gehouden volgens een uniform analytisch boekhoudkundig plan per activiteit. De CWaPE kan in voorkomend geval ten gevolge van een overeenkomstig artikel 2, § 3, gehouden overleg van de distributienetbeheerders een model van analytisch boekhoudkundig plan aannemen.

### Titel 3. — Goedkeuringsprocedure

#### HOOFDSTUK I. — Algemene principes

**Art 7. § 1.** De distributienetbeheerders stellen hun tariefvoorstellen en de jaarlijkse verslagen op met inachtneming van de door de CWaPE bepaalde tariefmethodologie en dienen die in met inachtneming van de indienings- en goedkeuringsprocedure voor de tariefvoorstellen.

De CWaPE onderzoekt het tariefvoorstel, de jaarlijkse verslagen en de daaruit voortvloeiende saldi, beslist over de goedkeuring ervan en deelt haar gemotiveerde beslissing mee aan de distributienetbeheerder met inachtneming van de tariefmethodologie en van de indienings- en goedkeuringsprocedure voor de tariefvoorstellen.

§ 2. De tariefmethodologie bepaalt de indienings- en goedkeuringsprocedure voor de tarieven. Bij gebrek aan akkoord over dat punt tijdens het in artikel 2, § 2, bedoelde overleg tussen de CWaPE en de distributienetbeheerders wordt de toepasselijke procedure in de artikelen 9 tot 15 bepaald.

§ 3. De tariefmethodologie bepaalt de procedure voor de controle op de tarieven wat betreft de exploitatieresultaten betreffende het gelopen exploitatiejaar. Bij gebrek aan akkoord over dat punt tijdens het in artikel 2, § 2, bedoelde overleg tussen de CWaPE en de distributienetbeheerders wordt de toepasselijke procedure in de artikelen 16 en 17 bepaald.

**Art 8.** Het eerste jaar van de betrokken regulatoire periode wordt "jaar n" genoemd.

De goedkeuringsprocedure voor het tariefvoorstel van de netbeheerder omvat twee opeenvolgende fasen:

1° de goedkeuringsprocedure voor het voorstel van totaal inkomen;

2° de goedkeuringsprocedure voor de voorstellen van periodieke en niet-periodieke tarieven.

De tweede fase begint wanneer de eerste fase door een goedkeuringsbeslissing van de CWaPE afgesloten is.

#### HOOFDSTUK II. — Goedkeuringsprocedure voor het totaal inkomen

**Art. 9. § 1.** Uiterlijk op 1 januari van het jaar n-1 legt de distributienetbeheerder zijn voorstel van totaal inkomen voor de volgende regulatoire periode in de vorm van het model van verslag en van de bijlagen ervan, zoals bepaald door de CWaPE na overleg met de distributienetbeheerders, aan de CWaPE voor.

Het voorstel van totaal inkomen alsook alle uitwisselingen van documenten in het kader van de behandeling van dit voorstel zullen volgens modaliteiten bepaald in de tariefmethodologie na overleg met de distributienetbeheerders plaatsvinden.

§ 2. Uiterlijk op de laatste dag van de maand februari van het jaar n-1 bevestigt de CWaPE aan de distributienetbeheerder dat het dossier volledig of onvolledig is; in dit geval maakt ze hem een lijst van bijkomende vragen over. De CWaPE bepaalt de aan te passen elementen om de distributienetbeheerder in staat te stellen een aangepast voorstel in te dienen.

§ 3. Uiterlijk op 15 april van het jaar n-1 maakt de distributienetbeheerder de antwoorden op de bijkomende vragen aan de CWaPE over. In voorkomend geval maakt hij voorstellen van begrotingsaanpassing voor de volgende regulatoire periode.

§ 4. Uiterlijk op 31 mei van het jaar n-1 informeert de CWaPE de distributienetbeheerder over haar beslissing tot goedkeuring of weigering van het eventueel aangepaste voorstel van totaal inkomen.

**Art. 10. § 1.** In geval van weigering door de CWaPE van het aangepaste voorstel van totaal inkomen van de distributienetbeheerder vermeldt de CWaPE uitvoerig de elementen die haar beslissing hebben gemotiveerd, in haar weigeringsbeslissing.

In dit geval kan de netbeheerder binnen dertig dagen na ontvangst van de beslissing zijn bezwaren aan de CWaPE meedelen. De bezwaren worden aan de CWaPE volgens de modaliteiten bepaald in de tariefmethodologie overgemaakt.

De distributienetbeheerder wordt binnen twintig dagen na ontvangst van de weigeringsbeslissing van de CWaPE op eigen verzoek gehoord.

De distributienetbeheerder legt uiterlijk op 30 juni van het jaar n-1 zijn herziene voorstel van totaal inkomen aan de CWaPE voor.

Uiterlijk op 31 augustus van het jaar n-1 informeert de CWaPE de distributienetbeheerder over haar beslissing tot goedkeuring of weigering van het herziene voorstel van totaal inkomen.

§ 2. In geval van weigering van het herziene voorstel van totaal inkomen vermeldt de CWaPE uitvoerig de elementen die haar beslissing hebben gemotiveerd, en bepaalt ze de voorlopige tarieven van de netbeheerder vanaf 1 januari van het jaar n.

De distributienetbeheerder kan een nieuw voorstel van totaal inkomen voorleggen volgens de in de tariefmethodologie bepaalde modaliteiten. Zoniet zijn de door de CWaPE bepaalde voorlopige tarieven van toepassing totdat alle bezwaren van de distributienetbeheerder of van de CWaPE uitgeput zijn of totdat een akkoord over de twistpunten wordt bereikt tussen de CWaPE en de distributienetbeheerder.

#### HOOFDSTUK III. — *Goedkeuringsprocedure voor de tarieven*

**Art. 11.** § 1. 1° In geval van goedkeuring van het voorstel van totaal inkomen door de CWaPE ten gevolge van de in artikel 9 bedoelde procedure maakt de distributienetbeheerder op 1 september van het jaar n-1 zijn voorstellen van periodieke en niet-periodieke tarieven voor de volgende regulatoire periode aan de CWaPE over; ze worden zodanig vastgesteld dat ze het door de CWaPE behoorlijk goedgekeurd totaal inkomen strikt dekken.

2° Uiterlijk op 30 september van het jaar n-1 informeert de CWaPE de distributienetbeheerder over het volledige of onvolledige karakter van zijn voorstellen van periodieke en niet-periodieke tarieven en maakt ze hem in dit geval een lijst van bijkomende vragen over. De CWaPE bepaalt de aan te passen elementen om de distributienetbeheerder in staat te stellen een aangepast voorstel in te dienen.

3° Uiterlijk op 31 oktober van het jaar n-1 maakt de distributienetbeheerder de antwoorden op de bijkomende vragen aan de CWaPE over. In voorkomend geval legt hij aangepaste voorstellen van periodieke en/of niet-periodieke tarieven voor.

4° Uiterlijk op 30 november van het jaar n-1 informeert de CWaPE de distributienetbeheerder over haar beslissing tot goedkeuring of weigering van de eventueel aangepaste voorstellen van periodieke en niet-periodieke tarieven.

5° In geval van weigering van de voorstellen van periodieke en/of niet-periodieke tarieven vermeldt de CWaPE uitvoerig de elementen die haar weigeringsbeslissing hebben gemotiveerd. De CWaPE kan de netbeheerder erom verzoeken zijn periodieke en niet-periodieke tarieven te wijzigen zodat ze evenredig en niet-discriminerend zijn.

6° De CWaPE publiceert op transparante wijze de stand van vordering van de goedkeuringsprocedure voor de tarieven op haar website.

§ 2. De periodieke en niet-periodieke tarieven die behoorlijk door de CWaPE worden goedgekeurd, zijn in principe vanaf 1 januari van het jaar n van toepassing.

§ 3. De CWaPE zorgt voor elk jaar van de regulatoire periode voor de bekendmaking van haar beslissingen tot goedkeuring of tot weigering van de eventueel aangepaste voorstellen van periodieke en niet-periodieke tarieven en van de behoorlijk goedgekeurde periodieke en niet-periodieke tarieven.

**Art. 12.** § 1. 1° In geval van goedkeuring van het herziene voorstel van totaal inkomen door de CWaPE ten gevolge van de in artikel 10, § 1, bedoelde procedure worden de periodieke en niet-periodieke tarieven die op 31 december van het jaar n-1 van toepassing zijn, voor de maand januari van het jaar n verlengd.

De distributienetbeheerder maakt uiterlijk op 1 oktober van het jaar n-1 zijn voorstellen van periodieke en niet-periodieke tarieven voor de volgende regulatoire periode aan de CWaPE over; ze worden zodanig vastgesteld dat ze het door de CWaPE behoorlijk goedgekeurde begrotingsenveloppes strikt dekken.

2° Uiterlijk op 31 oktober van het jaar n-1 informeert de CWaPE de distributienetbeheerder over het volledige of onvolledige karakter van zijn voorstellen van periodieke en niet-periodieke tarieven en maakt ze hem in dit geval een lijst van bijkomende vragen over. De CWaPE bepaalt de aan te passen elementen om de distributienetbeheerder in staat te stellen een aangepast voorstel in te dienen.

3° Uiterlijk op 30 november van het jaar n-1 maakt de distributienetbeheerder volgens modaliteiten bepaald in de tariefmethodologie van de CWaPE de antwoorden op de bijkomende vragen van de CWaPE over. In voorkomend geval legt hij aangepaste voorstellen van periodieke en/of niet-periodieke tarieven voor.

4° Uiterlijk op 15 januari van het jaar n-1 informeert de CWaPE de distributienetbeheerder over haar beslissing tot goedkeuring of weigering van de eventueel aangepaste voorstellen van periodieke en niet-periodieke tarieven.

§ 2. De door de CWaPE behoorlijk goedgekeurde periodieke en niet-periodieke tarieven zijn vanaf 1 februari van het jaar n van toepassing.

§ 3. De CWaPE zorgt voor elk jaar van de regulatoire periode voor de bekendmaking van haar beslissingen tot goedkeuring of tot weigering van de eventueel aangepaste voorstellen van periodieke en niet-periodieke tarieven en van de behoorlijk goedgekeurde periodieke en niet-periodieke tarieven.

§ 4. Uiterlijk op 30 september van het jaar n-1 informeert de CWaPE de leveranciers over de verwachte aanpassingen betreffende de structuur van de tarieven.

**Art. 13.** De in artikel 9 bedoelde datum van 1 januari van het jaar n-1 kan tot de eerste dag van de maand van een volgend kwartaal uitgesteld worden. In dit geval worden de in de artikelen 9 tot 12 bedoelde artikelen bijgevolg aangepast en worden de vervaldata naar verhouding uitgesteld.

#### HOOFDSTUK IV. — *Voorlopige tarieven en herziening*

**Art. 14.** Indien de distributienetbeheerder zijn verplichtingen niet nakomt binnen de termijnen bepaald in de artikelen 8 tot 13 zijn de door de CWaPE bepaalde tarieven van kracht tot alle bezwaren van de distributienetbeheerder of van de CWaPE zijn uitgeput of totdat over de twistpunten tussen de CWaPE en de distributienetbeheerder een akkoord wordt bereikt.

Indien de CWaPE de beslissing tot weigering van de voorstellen van periodieke en/of niet-periodieke tarieven heeft genomen zijn de door de CWaPE bepaalde voorlopige tarieven van kracht tot alle bezwaren van de distributienetbeheerder of van de CWaPE zijn uitgeput of totdat over de twistpunten tussen de CWaPE en de distributienetbeheerder een akkoord wordt bereikt.

De CWaPE is bevoegd om te besluiten tot passende compenserende maatregelen na overleg met de distributienetbeheerder indien de definitieve tarieven afwijken van de tijdelijke tarieven.

**Art. 15.** § 1. De tarieven kunnen tijdens de regulatoire periode herzien worden met het oog op de opname van:

1° elke wijziging van de federale bijdrage en van elke andere belasting, taks of toeslag. De distributienetbeheerder dient een nieuwe tarievenrooster met de gewijzigde belastingen, taksen en toeslagen bij de CWaPE in. De CWaPE gaat na of de voorgestelde tarieven juist zijn. In geval van weigering dient de distributienetbeheerder een nieuwe rooster in.

Voor zover hij goedgekeurd is, wordt de rooster uiterlijk twintig werkdagen na de datum van zending door de netbeheerder van de laatste verstie van de tarievenrooster zoals goedgekeurd door de CWaPE bekendgemaakt;

2° de gecumuleerde regulatoire activa of passiva, zodra hij vijf procent van de jaarlijkse opbrengsten van de netbeheerder overschrijdt, van het jaar vóór het lopende jaar door een aanpassingsmechanisme volgens de in de tariefmethodologie bepaalde modaliteiten.



§ 2. In geval van overgang naar nieuwe diensten en/of een aanpassing van bestaande diensten kan de distributienetbeheerder tijdens de regulatoire periode aan de CWaPE een geactualiseerd tariefvoorstel ter goedkeuring voorleggen binnen de in de tariefmethodologie bepaalde termijn waarin de aanpassingsaanvragen ingediend kunnen worden. Dit geactualiseerd tariefvoorstel houdt rekening met het door de CWaPE goedgekeurde tariefvoorstel, zonder de integriteit van de bestaande tariefstructuur te wijzigen. Het geactualiseerde voorstel wordt ingediend door de distributienetbeheerder en door de CWaPE behandeld overeenkomstig de in de tariefmethodologie bepaalde procedure.

§ 3. Indien er zich tijdens een regulatoire periode uitzonderlijke omstandigheden voordoen, onafhankelijk van de wil van de distributienetbeheerder, kan hij op elk ogenblik binnen de regulatoire periode een gemotiveerde aanvraag tot herziening van zijn tariefvoorstel ter goedkeuring voorleggen aan de CWaPE voor wat de komende jaren van de regulatoire periode betreft. Die uitzonderlijke omstandigheden moeten een significante impact hebben op de financiële toestand van de netbeheerder overeenkomstig criteria bepaald in de tariefmethodologie.

De gemotiveerde aanvraag tot herziening van het tariefvoorstel wordt ingediend door de distributienetbeheerder en door de CWaPE behandeld overeenkomstig de in de tariefmethodologie bepaalde procedure.

Naar aanleiding van de uitzonderlijke omstandigheden maakt de distributienetbeheerder zo spoedig mogelijk zijn aangepaste tariefvoorstellen aan de CWaPE over. De beslissing van de CWaPE wordt genomen uiterlijk binnen drie maanden na het overmaken van de tariefvoorstellen van de distributienetbeheerder.

§ 4. De CWaPE keurt, onverminderd haar mogelijkheid om de kosten te controleren in het licht van de toepasselijke wettelijke en reglementaire bepalingen, de door de distributienetbeheerder voorgestelde tariefaanpassingen goed, die voortvloeien uit de wijzigingen van hun openbare dienstverplichtingen, uit de vervoertarieven, uit de federale bijdrage, uit alle andere federale of gewestelijke toeslagen alsook uit alle enigerlei belastingen, taksen en bijdragen die hun worden opgelegd. Naar aanleiding van de aanneming van de nieuwe bepalingen terzake of van de wijziging van de vervoertarieven maakt de distributienetbeheerder zo spoedig mogelijk zijn tariefvoorstellen aan de CWaPE over. De beslissing van de CWaPE wordt genomen uiterlijk binnen drie maanden na het overmaken van de tariefvoorstellen van de distributienetbeheerder.

§ 5. Tijdens de regulatoire periode kan de CWaPE, indien de toepassing van de tarieven als onevenredig en discriminerend lijkt of tot belangrijke saldi leidt, de distributienetbeheerders erom verzoeken hun tarieven te wijzigen zodat ze evenredig zijn en op niet-discriminerende wijze worden toegepast.

#### HOOFDSTUK V. — *Regulatoire saldi*

**Art. 16.** § 1. Uiterlijk op 30 juni van elk jaar maakt de distributienetbeheerder een jaarlijks tariefverslag over de exploitatieresultaten betreffende het gelopen exploitatiejaar in de vorm van het model van verslag bepaald door de CWaPE na overleg met de distributienetbeheerders, aan de CWaPE over.

2. Uiterlijk op 31 augustus van elk jaar informeert de CWaPE de distributienetbeheerder over haar vragen en over de door de netbeheerder te verstrekken bijkomende informatie.

§ 3. Uiterlijk op 15 september van elk jaar maakt de distributienetbeheerder de antwoorden op haar vragen en op bijkomende informatie over.

§ 4. Uiterlijk op 15 oktober van elk jaar informeert de CWaPE de distributienetbeheerder over haar voorlopige beslissing betreffende de controle op de berekening van de saldi betreffende het vorige exploitatiejaar.

In geval van weigering van de berekening van de saldi vermeldt de CWaPE de punten waarop haar weigering slaat en wat de netbeheerder moet aanpassen zodat de CWaPE alle saldi goedkeurt.

§ 5. Indien de CWaPE de berekening van de saldi weigert, dient de netbeheerder een aangepast jaarlijks verslag uiterlijk op 31 oktober in. Op verzoek van de netbeheerder hoort de CWaPE hem binnen deze termijn.

§ 6. Uiterlijk op 1 december informeert de CWaPE de netbeheerder over haar beslissing tot definitieve goedkeuring of weigering van de saldi.

§ 7. Het in de vorige paragrafen bedoelde tijdschema kan in onderlinge overeenstemming tussen de CWaPE en de distributienetbeheerder aangepast worden.

**Art. 17.** De CWaPE publiceert jaarlijks haar beslissingen tot goedkeuring of weigering van de saldi met inachtneming van de vertrouwelijkheid van commercieel gevoelige gegevens betreffende netbeheerders, leveranciers of netgebruikers, persoonsgegevens en/of gegevens waarvan de vertrouwelijkheid wordt beschermd krachtens bijzondere wetgevingen.

#### HOOFDSTUK VI. — *Bekendmaking en bijzondere bepalingen*

**Art. 18.** De CWaPE publiceert binnen drie werkdagen na hun goedkeuring en bewaart op haar website de tarieven, met inachtneming van de vertrouwelijkheid van commercieel gevoelige informatie betreffende leveranciers, distributienetbeheerders of netgebruikers, van persoonsgegevens en/of van gegevens waarvan de vertrouwelijkheid wordt beschermd.

De distributienetbeheerder deelt zo spoedig mogelijk aan de gebruikers van hun netten de toe te passen tarieven mede en stelt deze ter beschikking van alle personen die hierom verzoeken. De toegepaste tarieven mogen geen terugwerkende kracht hebben en hun inwerkingtreding houdt rekening met een redelijke implementatietermijn voor de leveranciers.

**Art. 19.** Indien een beslissing van de CWaPE met het oog op de goedkeuring van tarieven die door een distributienetbeheerder toegepast moeten worden, nietig verklaard wordt door het bevoegde rechtscollege, zijn de op 31 december van het jaar n-1 van kracht zijnde tarieven van toepassing totdat tarieven overeenkomstig de artikelen 7 tot 17 geldig goedgekeurd worden.

**Art. 20.** De leverancier neemt de door de CWaPE goedgekeurde nettarieven in zijn facturering aan de eindafnemer op en betaalt de totaliteit van de voor het gebruik van het net verschuldigde sommen alsook de bij de eindafnemers niet-teruggeïnde bedragen aan de netbeheerder terug.

**Art. 21.** De CWaPE kan voor een bepaalde duur marktregels en specifieke tariefregels aannemen voor afgebakende geografische of elektrische gebieden die specifiek ontwikkeld worden voor de uitvoering van innoverende proefprojecten en in het bijzonder voor de ontwikkeling van oplossingen voor de aansluitingsproblematiek van de gedecentraliseerde producties op de distributienetten.

**Art. 22.** § 2. Uiterlijk binnen vijf dagen na de goedkeuringsbeslissing door het directiecomité van de CWaPE deelt de CWaPE de tariefmethodologie, het geheel van de stukken met betrekking tot het overleg met de distributienetbeheerders alsook alle documenten die zij noodzakelijk acht voor de motivering van haar beslissing met betrekking tot de tariefmethodologie aan het Waals Parlement mee, met inachtneming van de vertrouwelijkheid van commercieel gevoelige gegevens betreffende netbeheerders, leveranciers of de netgebruikers, persoonsgegevens en/of gegevens waarvan de vertrouwelijkheid wordt beschermd.

#### Titel 4. — Wijzigings- en opheffingsbepalingen

**Art. 23.** In artikel 14, § 1, tweede lid, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, gewijzigd bij het decreet van 11 april 2014, worden de woorden "periode 2015-2016" vervangen door de woorden "periode 2015 tot ten vroegste 2017".

**Art. 24.** In artikel 66, 3<sup>o</sup> van hetzelfde decreet worden de woorden "periode 2015-2016" vervangen door de woorden "periode 2015 tot ten vroegste 2017".

**Art. 25.** Artikel 14, § 1, en artikel 66 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt gewijzigd bij het decreet van 11 april 2014 worden opgeheven op een datum bepaald door de Regering en ten vroegste op 1 januari 2018.

Bij gebrek aan beslissing door de "CREG" uiterlijk op 1 januari 2017 bepaalt de CWaPE de hoogte en/of de bestemming en de verdeling van de regulerende saldi bepalen van de jaren vóór de inwerkingtreding van de nieuwe tarieven goedgekeurd door de CWaPE. Behoudens uitdrukkelijk akkoord tussen de CWaPE en de distributienetbeheerder worden die saldi van het verleden uiterlijk op 31 december 2022 volledig goedgekeurd. De regel van bestemming van de niet-beheersbare saldi voor de tarieven en van de beheersbare saldi voor het resultaat van het boekjaar blijft van toepassing.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 19 januari 2017.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,

M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Stedelijk Beleid, Huisvesting en Energie,

P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,  
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R COLLIN

—  
Nota

(1) Zitting 2015-2016.

Stukken van het Waals Parlement 576 (2015-2016) Nrs. 1 tot 8.

Volledig verslag, openbare vergadering van 18 januari 2017.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/200511]

**19 JANVIER 2017. — Décret modifiant le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau en ce qui concerne le Fonds social de l'eau en vertu de l'article 138 de la Constitution (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de la Constitution.

**Art. 2.** Dans l'article D.240, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, les mots « 85 % » sont remplacés par les mots « 80 % ».